



NUMÉRO 186 • AVRIL - JUIN 2026

TIJARIS



LE MAGAZINE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET INTRA-OCI

DOSSIER SPÉCIAL

LA SANTÉ: UN MOTEUR DE CROISSANCE ET D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION OCI



**KAZAN
FORUM
2026**



**RÉUNIONS ANNUELLES
DE LA BID & FORUM
DU SECTEUR PRIVÉ
À BAKU**



SUCCESS STORIES SUR L'ENTREPRENARIAT
DES FEMMES & DES JEUNES

FADIMA DIAWARA

«Je cherche des alliés stratégiques
qui partagent cette urgence
d'agir en Afrique.»

L'ORDRE NUMÉRIQUE INTERNATIONAL À LA CROISÉE DES CHEMINS
À LA 14^{ème} RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OMC

ISSN : 2230-1933





Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

SOMMAIRE

N°186 AVRIL / JUIN 2026

ACTUALITÉ DE L'OCI

- 06 L'OCI lance une série de projets sanitaires et humanitaires au profit de la Somalie
- 07 L'OCI réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes lors du Forum des femmes à Boukhara
- 08 L'OCI au Forum des jeunes 2026 de l'ECO-SOC de l'ONU
- 09 10^{ème} Réunion du Comité de Coordination sur le Tourisme de l'OCI

ACTUALITÉS DU CIDC

- 10 Atelier virtuel sur les outils de commerce et d'investissement du CIDC au profit des start-ups, micro-entreprises et institutions d'appui au commerce des pays de l'OCI
- 11 42^{ème} Session du Comité de suivi du COMCEC
- 12 1^{er} Forum de la Plateforme Régionale d'Investissement pour le Développement de la Chaîne de Valeur du Café en Afrique
- 13 Kazan Forum 2026
- 14 Forum «Les Bâtisseurs de l'économie africaine»
- 18 Réunions Annuelles de la BID & Forum du Secteur privé à Baku

DOSSIER SPÉCIAL

- 20 La santé: un moteur de croissance et d'intégration économique dans la région OCI
- 30 Le Forum régional sur l'investissement dans le secteur de la santé à Nouakchott : Le rendez-vous où se dessine l'avenir de l'industrie pharmaceutique africaine

ARTICLES & NOUVELLES

- 32 L'ordre numérique international à la croisée des chemins à la 14^{ème} Réunion Ministérielle de l'OMC
- 36 Success stories sur l'Entreprenariat des Femmes & des Jeunes : Fadima DIAWARA, Une voix qui porte au-delà des frontières

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

- 38 Sommet du G7 à Évian, France
- 39 Gitex Africa Morocco 2026
- 40 Africa CEO Forum Kigali
- 41 Réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, les enjeux pour les pays de l'OCI

BRÈVES PAYS

- 42 Le pakistan renforce sa position d'exportateur mondial dans le secteur aérospatial en élargissant ses partenariats sud-sud
- 43 Le cameroon élargit le financement des PME grâce à des instruments mixtes et à l'innovation financière
- 44 Le Nigéria renforce sa position de pôle pharmaceutique émergent en Afrique de l'Ouest
- 45 L'Azerbaïdjan et l'Arabie saoudite approfondissent leur coopération économique et logistique pour renforcer la connectivité régionale
- 46 La Jordanie se positionne comme un pôle émergent de l'économie verte grâce à un investissement majeur dans l'ammoniac

AGENDA DE L'OCI ET DU CIDC

- 47 Évènements à venir

TIJARIS

ÉDITÉ PAR LE CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE

ISSN : 2230-1933

Directrice de la publication : Mme Latifa EL Bouabdellaoui • Comité éditorial : Mme Latifa El Bouabdellaoui, M. Mamoudou Bocar Sall, Mme Kadiatou Diallo, M. Ismael Taqui, M. Charif El Hamraoui • Maquette et mise en page : Samir Tebiche • Réalisation : Afrique Challenge • Éditions éditeur : Centre Islamique pour le Développement du Commerce • Tour des Habous 11/12^{ème} étage 20000 Casablanca-Maroc. • Mail: icdt@icdt-oic.org - www.icdt-cidc.org



ÉDITORIAL

LE SECTEUR DE LA SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCI : ENTRE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE ET OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE

Le secteur de la santé représente aujourd'hui l'un des piliers majeurs du développement économique et social à l'échelle mondiale et dans la région OCI qui regroupent plus de 1,9 milliard d'habitants répartis sur plusieurs continents. Ce secteur constitue à la fois un défi important pour les pays confrontés à une croissance démographique rapide et aux crises sanitaires récurrentes et un levier économique durable pour les pays à fort potentiel d'investissement. Alors que certains pays disposent déjà d'infrastructures médicales et technologies avancées, d'autres continuent de faire face à des insuffisances en matière d'accès aux soins, de financement de la santé ou de formation du personnel médical. Cette diversité crée un espace de coo-

pération et d'innovation très prometteur et si elle est exploitée conséquemment, elle pourrait aboutir à une croissance économique soutenue, à la souveraineté technologique et sanitaire, à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie des populations de manière durable.

Aujourd'hui, les pays de l'OCI connaissent une dynamique démographique parmi les plus importantes au monde. Plusieurs États membres affichent une population jeune et en forte croissance. Cette évolution entraîne une augmentation des besoins en infrastructures hospitalières, centres de soins primaires, médicaments, équipements médicaux, assurance santé

et services de télémédecine. Par ailleurs, l'urbanisation rapide transforme les modes de vie et accentue la prévalence des maladies chroniques telles que le diabète, l'hypertension ou les maladies cardiovasculaires. Compte tenu de ces différents facteurs et des leçons tirées avec la pandémie de Covid-19, le secteur de la santé devient pour les pays de l'OCI un marché stratégique dans lequel il est opportun d'investir massivement pour pallier aux crises à venir, satisfaire les besoins des populations et améliorer leur bien-être. A cet égard, il y a lieu de noter que ces récentes années les budgets consacrés à la santé ont progressivement augmenté dans plusieurs régions en vue de la modernisation des hôpitaux, la numérisation des services de santé, l'amélioration de la couverture médicale, du développement de la recherche biomédicale et du renforcement des capacités pharmaceutiques locales. En effet, certains pays tels l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Turquie ou la Malaisie ont ces récentes années massivement investi dans les infrastructures médicales de nouvelle génération et les technologies de santé intelligentes. Cette évolution a ouvert la voie aux partenariats public-privé et donné accès à des perspectives d'investissements privés notamment dans le Tourisme médical, l'Industrie pharmaceutique Halal, le Numérique et la Télémédecine. Ces différents investissements réalisés dans la région OCI ont contribué à l'augmentation des revenus en devises, des emplois qualifiés et à l'amélioration des standards hospitaliers. Pour ce qui est du secteur Halal, ces investissements ont donné lieu à la création de centres de certification et d'accréditation Halal, de laboratoires pharmaceutiques et centres de recherche nationaux et de chaînes de production locales. S'agissant du Numérique et de la Télémédecine, ils ont permis le développement de la digitalisation des dossiers médicaux et des applications mobiles de santé de même que le développement de l'intelligence artificielle et des plateformes de consultation à distance. Toutes ces réalisations ont contribué à l'amélioration de l'accès aux soins, à la réduction de la dépendance aux importations et au renforcement de la sécurité sanitaire dans la région OCI, elles ont aussi permis la prolifération de startups dédiés dans plusieurs pays notamment en Indonésie, en Égypte, au Nigeria et aux Émirats Arabes Unis.

Malgré ces efforts louables, les pays de l'OCI ont encore de nombreux défis à relever pour améliorer le bien-être de leurs populations. En effet, certaines régions souffrent encore d'un manque d'hôpitaux, d'une pénurie de médecins, d'un manque de moyens pour se soigner et d'un accès limité aux médicaments essentiels. Certains pays souffrent aussi d'un déficit de ressources humaines qualifiées et restent dépendants des impor-

tations de médicaments, d'équipements médicaux et de vaccins. Pour pallier cela, les pays se doivent d'adopter des politiques inclusives pour permettre l'accès à la santé pour tous, investir davantage dans le secteur pour acquérir une autonomie et indépendance totale et mutualiser leurs efforts dans l'investissement et la valorisation des compétences. Ceci permettra de renforcer la résilience collective face aux futures crises sanitaires. L'autre action à mener visera à combler les besoins urgents en matière de financement. C'est dans ce cadre que le CIDC en tant que Centre de promotion de commerce et des investissements des pays de l'OCI compte organiser un Forum Régional de l'Investissement dans le Secteur de la Santé, les 13 et 14 juillet 2026 à Nouakchott, et ce en partenariat avec la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sous l'égide du Ministère de la Santé de la République Islamique de Mauritanie. Organisé sous le thème «Renforcer le Commerce et l'investissement Intra-OCI dans le secteur pharmaceutique : de la Stratégie à l'Action», ce Forum vise à stimuler les investissements et les échanges commerciaux dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique et du matériel médical au sein des pays de l'OCI. Il ambitionne également d'offrir un cadre privilégié pour le partage d'expertises et la mise en valeur des potentialités dans ce secteur stratégique et de consolider le positionnement des pays africains dans les domaines des services de santé. A travers cet événement, le Centre souhaite mettre en lumière les initiatives qui transforment le paysage de la santé. En encourageant les innovations technologiques et l'augmentation des investissements publics et privés, il ambitionne de faire de ce secteur un puissant moteur de développement économique et humain dans la région OCI. Cependant, ce potentiel ne pourra se concrétiser qu'à travers une stratégie ambitieuse fondée sur l'investissement durable, la formation, l'innovation, la coopération régionale et l'inclusion sociale.

Dans un monde où la santé devient un enjeu géopolitique majeur, les pays de l'OCI compte tenu de leur démographie croissante et de leur grand potentiel ont l'opportunité de bâtir un modèle sanitaire plus souverain, plus solidaire et plus compétitif pour leurs populations. C'est une mission qui nous tient à cœur et nous restons convaincu qu'avec le Forum de Nouakchott nous jetterons les bases d'une nouvelle ère et contribuerons de manière concrète à la prospérité, au bien-être et à la stabilité dans la région. ■

**Mme Latifa Elbouabdellaoui,
Directrice Générale du CIDC**

L'OCI lance une série de projets sanitaires et humanitaires au profit de la Somalie

LE BUREAU RÉGIONAL DE L'OCI À MOGADISCIO, EN COORDINATION AVEC LA DIRECTION DES AFFAIRES HUMANITAIRES, A LANCÉ LA MISE EN ŒUVRE D'UN ENSEMBLE DE PROJETS DESTINÉS À VENIR EN AIDE AUX POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES DE LA RÉGION DE BANADIR ET PLUS PARTICULIÈREMENT LES PERSONNES DÉPLACÉES, LES PERSONNES AYANT DES BESOINS SPÉCIAUX ET LES ORPHELINS, ET CE DANS LE CADRE DES EFFORTS DE L'OCI VISANT À RENFORCER LES SERVICES DE SANTÉ ET À SOULAGER LES SOUFFRANCES DE LA POPULATION EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE SOMALIE.

Parmi ces projets, il y a notamment le projet de santé oculaire qui cible les orphelinats à Mogadishu, et qui prévoit la fourniture d'examens gratuits, de médicaments, de vitamines et de lunettes de vue pour environ 1200 personnes. Il y a aussi le projet dédié aux camps de déplacés à Mogadishu qui vise à fournir divers services médicaux et thérapeutiques.

Une campagne chirurgicale a également été lancée. Elle propose un ensemble de services comprenant les examens et le diagnostic, la réalisation d'interventions chirurgicales, les soins postopératoires, ainsi que la fourniture des médicaments et des traitements dédiés. Toutes ces initiatives qui devraient bénéfi-

cier à environ 7000 personnes incarnent la volonté du Secrétariat Général de l'OCI de venir en aide au peuple somalien, et de soutenir les couches les plus vulnérables en ces temps de crises économiques et sanitaires.

Suite à ces actions, le Bureau régional de l'OCI à Mogadiscio a exprimé sa profonde gratitude envers les partenaires, les donateurs, les équipes médicales et les groupes de travail qui ont contribué à la réalisation de ces initiatives. Il a aussi formulé le désir de poursuivre les programmes humanitaires et de développement visant à soutenir la stabilité et à améliorer la santé et les conditions de vies des populations les plus vulnérables en Somalie.■



L'OCI réaffirme son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes lors du Forum des femmes à Boukhara

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'OCI, REPRÉSENTÉ PAR MME AMINA ALHAJIRI, DIRECTRICE GÉNÉRALE DES AFFAIRES CULTURELLES, SOCIALES ET FAMILIALES A PRIS PART AU 2ÈME FORUM DES FEMMES ASIATIQUES, QUI S'EST TENU LES 14 ET 15 MAI 2026 À BOUKHARA, EN RÉPUBLIQUE D'OUBÉKISTAN, ORGANISÉ SOUS LE THÈME « INVESTIR DANS LES FEMMES – FONDEMENT D'UNE CROISSANCE DURABLE : ELARGIR LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX OPPORTUNITÉS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES », LE FORUM A RÉUNI ENVIRON 250 PARTICIPANTS PROVENANT DE PLUS DE 20 PAYS.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Alhajiri a transmis la gratitude du Secrétaire général aux Autorités de l'Ouzbékistan pour avoir organisé cet important Forum. Elle a également réaffirmé l'engagement indéfectible de l'OCI à renforcer la participation et le leadership féminin et à améliorer la coopération entre les États membres et les partenariats en faveur d'un développement inclusif et durable.

Lors de ce Forum, les discussions ont porté sur l'importance de la participation des femmes à tous les niveaux de décisions dans la sphère politique et gouvernementale afin

que leurs droits et bien-être soient pris en compte sur le plan légal, institutionnel et dans leur quotidien. Les discussions ont aussi révélé que la contribution des femmes à l'économie reste limitée compte tenu de leur grande présence dans le secteur informel et leur accès limité aux services financiers, au crédit et aux réseaux professionnels.

A cet égard, la Déclaration de Bukhara adoptée lors du Forum appelle à faire bénéficier les femmes des opportunités économiques existantes en les orientant vers les secteurs émergents tels que les emplois verts, les mar-

chés numériques et les industries durables dès le départ. Elle a aussi appelé à concentrer les efforts dans plusieurs domaines à savoir la participation des femmes dans la politique, l'autonomisation économique, l'éducation et l'innovation, ainsi que la protection sociale et la sécurité numérique. Pour finir, les participantes ont à travers cette déclaration appelé les gouvernements, les parlements, les organisations internationales, les entreprises et la société civile à traduire leurs engagements en actions mesurables, soutenues par un financement adéquat et des efforts coordonnés. ■



L'OCI au Forum des jeunes 2026 de l'ECOSOC de l'ONU

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'OCI A PARTICIPÉ AU FORUM DES JEUNES 2026 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES (ECOSOC) TENU AU SIÈGE DE L'ONU DU 14 AU 16 AVRIL, SOUS LE THÈME : «INNOVER, S'UNIR ET SE TRANSFORMER : LES JEUNES FAÇONNENT LA ROUTE VERS 2030».

La délégation de l'OCI, dirigée par S.E. l'Ambassadeur Hameed Opeloyeru, Observateur Permanent de l'OCI auprès des Nations Unies, a à cette occasion tenu plusieurs événements parallèles de haut niveau. Ces sessions, organisées en collaboration avec les institutions de l'OCI, les Missions permanentes des États membres et les organisations partenaires stratégiques, ont souligné l'engagement de l'OCI à placer la jeunesse au centre des programmes de développement socio-économiques dans l'espace OCI. Soulignant l'approche proactive de l'OCI en matière

de coopération internationale, le Dr Boubakari Maiga, chef du département de la jeunesse et des sports, s'est joint aux représentants de l'Association Sportive de Solidarité Islamique (ISSA) pour une réunion cruciale avec M. Elizeu Chaves Junior, chef de cabinet de l'Office de la jeunesse des Nations unies. Ce dialogue a permis d'échanger sur les meilleures pratiques et cadres réussis favorisant l'autonomisation des jeunes et le développement du sport dans diverses régions du Monde.

Lors de ces deux jours, l'OCI et l'ECOSOC ont identifié des

synergies essentielles pour une collaboration future fructueuse. Les deux parties ont exploré des pistes concrètes pour aligner leurs efforts institutionnels, en ciblant spécifiquement des initiatives conjointes qui comblent le fossé entre le sport et le développement social. En renforçant ces liens, les deux organisations visent à accélérer la réalisation des objectifs communs, en veillant à ce que les jeunes des pays de l'OCI et des autres régions du Monde soient équipés des outils nécessaires favorables à un changement bénéfique et prometteur à l'horizon 2030. ■



10^{ème} Réunion du Comité de Coordination sur le Tourisme de l'OCI

LE COMITÉ DE COORDINATION DE L'OCI SUR LE TOURISME, CHARGÉ DU SUIVI DES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS DE L'OCI DANS LE DOMAINE DU TOURISME, A ORGANISÉ UNE RÉUNION À TACHKENT LE 22 JUIN 2026 SOUS LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE D'OUBÉKISTAN, QUI ASSURE ACTUELLEMENT LA PRÉSIDENCE DE LA 12ÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE DES MINISTRES DU TOURISME DES PAYS DE L'OCI (CIMT).

Les travaux de la réunion sont déroulés en deux étapes : une première étape sur la mise en œuvre du programme du développement du tourisme par les institutions de l'OCI et une deuxième étape sur la méthodologie et les critères de sélection de la ville touristique de l'année 2028, 2029 et 2030.

Mise en œuvre du développement du tourisme dans les pays de l'OCI :

Mme Farha du Département des Affaires Economiques du Secrétariat Général de l'OCI a présenté le rapport succinct de l'avancement de la mise en œuvre des activités sur le tourisme des organes de l'OCI. Les représentants de l'IRCICA, du SESRIC, du CIDC, de l'ICCD et du SMIIC ont à leur tour présenté leurs activités de la période de 2024 à 2026 . A cet

égard, le représentant du CIDC a mis en exergue les activités de la promotion et de la facilitation du tourisme dans les pays de l'OCI (forums, foires, salons, invest days, formations) ainsi que l'édition des rapports sur le développement du tourisme (tourisme familial, durable, gastronomique, rapport biannuel sur le commerce et les investissements Halal) et le profil pays incluant sur le tourisme du site du CIDC.

Sélection de la Ville Touristique de l'OCI 2028, 2029 et 2030 :

M. Jabbarov, DG du Département des Affaires Economiques a présenté l'historique et les critères de sélection de la ville touristique selon les recommandations des réunions des Ministres du Tourisme des pays de l'OCI. A leur tour, les

institutions de l'OCI à savoir le SESRIC , le CIDC et l'IRCICA ont présenté le résultat de leur sélection (Togo, Jordanie et Malaisie). Suite aux échanges des participants, les villes suivantes ont été proposées dans le cadre des nominations pour les 3 années à venir : Les Lacs, Togo (2028, Afrique), Aqaba, Jordanie (2029, Monde Arabe) et Dushanbé, Tadjikistan (2030, Asie).

À l'issue des travaux, la réunion a adopté le rapport de la réunion ainsi qu'une matrice d'activités pour la mise en œuvre des résolutions de la CIMT qui seront soumis aux instances compétentes de l'OCI et à la 13ème session de la Conférence Islamique des Ministres du Tourisme des pays de l'OCI prévue au Qatar en décembre cette année. ■



Atelier virtuel sur les outils de commerce et d'investissement du CIDC au profit des start-ups, micro-entreprises et institutions d'appui au commerce des pays de l'OCI

DANS UN ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MARQUÉ PAR L'ACCÉLÉRATION DE LA DIGITALISATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET LA MULTIPLICATION DES OPPORTUNITÉS DE MARCHÉ À L'ÉCHELLE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE, LES START-UPS ET MICRO-ENTREPRISES JOUENT UN RÔLE DE PLUS EN PLUS STRATÉGIQUE DANS LA DYNAMISATION DU TISSU ÉCONOMIQUE, LA CRÉATION D'EMPLOIS ET L'INNOVATION.

Toutefois, ces structures font encore face à plusieurs contraintes, notamment l'accès à l'information commerciale, la visibilité sur les marchés, l'identification de partenaires fiables et la maîtrise des outils numériques dédiés au commerce et à la promotion des produits et services.

Dans ce contexte, le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) a organisé le 22 avril 2026 un « Atelier virtuel sur les outils de commerce et d'investissement du CIDC au profit des start-ups, micro-entreprises et institutions d'appui au commerce des pays de l'OCI ». Cet Atelier, organisé dans le cadre du Programme de renforcement des capacités du Centre et dédié aux Opérateurs économiques et représentants des OPC, API et des Chambres de commerce des pays de l'OCI, vise à permettre aux participants de tirer pleinement parti

des outils et plateformes mises à disposition par le CIDC, de renforcer la compétitivité des PME de l'OCI sur les marchés étrangers et de contribuer de manière soutenue et durable au développement du commerce et des investissements Intra-OCI.

A la cérémonie d'ouverture de l'Atelier, Dr Sall Mamoudou – DGA au CIDC a prononcé le discours de Madame la Directrice Générale dans lequel cette dernière a indiqué que le choix du sujet de l'Atelier émane de la conviction du CIDC de l'extrême importance de la maîtrise de ses outils par les Opérateurs économiques des pays de l'OCI, et ce en vue de leurs intégrations dans les stratégies de développement et d'accès aux marchés étrangers. Elle a aussi ajouté que cet Atelier tombe à point nommé compte tenu du contexte économique mondial marqué par la transfor-

mation digitale, la fragmentation des marchés et la nécessité d'une résilience accrue. Après avoir énuméré les différents services proposés par le centre et sa contribution dans le développement du commerce et des investissements Intra-OCI au fil des années, elle a conclu en affirmant que dans un monde de plus en plus compétitif, le déploiement des outils mis à disposition par le CIDC et leur appropriation par les différents acteurs économiques apparaît comme une condition essentielle pour libérer le potentiel entrepreneurial et renforcer la place des pays de l'OCI dans l'économie mondiale.

A cette occasion, les Experts du CIDC ont présenté les thématiques suivantes à plus d'une centaine de participants des pays de l'OCI :

- Aperçu sur le rôle du CIDC dans la facilitation et la promotion du

commerce et des investissements dans les pays de l'OCI ;

- Présentation des plateformes/outils du CIDC & Exercices pratiques : Trade Map, Help Desk, Mac Map, Halal Dashboard, Plateforme des femmes, Profils pays, ePublications & ICDT Invest days.

Lors des échanges, les discussions ont porté sur les différents services offerts par le CIDC, l'utilisation des outils et plateformes dédiés à la promotion du commerce et des investissements Intra-OCI ainsi que sur les opportunités d'affaires et d'accès aux marchés étrangers.

A l'issue de l'Atelier, Mme Diallo Kadiatou – Chef de département du renforcement des capacités Institutionnelles et des PME au CIDC a pris la parole pour remercier les participants pour l'échange riche lors des débats et les a invités à proposer des thématiques clés en vue de les intégrer aux prochaines sessions de formation. De leur côté, les participants ont exprimé leur satisfaction quant au soutien indéfectible du CIDC au développement de leurs activités et entreprises. Ils ont aussi demandé à ce que le centre organise davantage de formations de ce type afin de renforcer leurs compétences managériales et d'améliorer leur compétitivité sur les marchés étrangers.

A noter que l'organisation de cet Atelier a contribué à une meilleure appropriation des outils et plateformes numériques mis à disposition par le centre, à l'utilisation stratégique des données commerciales, au renforcement de la visibilité internationale des entreprises participantes, à l'augmentation du réseautage, des partenariats et des opportunités d'exportation sur les marchés étrangers et au développement soutenu et durable du commerce et des investissements dans la région OCI. ■



42^{ème} Session du Comité de suivi du COMCEC

LA 42^{ème} RÉUNION DU COMITÉ DE SUIVI DU COMITÉ PERMANENT DE L'OCI POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE (COMCEC) S'EST TENUE À ANKARA, EN RÉPUBLIQUE DE TÜRKIYE, LES 12 ET 13 MAI 2026.

Dans son message adressé à la réunion, Son Excellence M. Hissein Brahim Taha, Secrétaire général de l'OCI, a présenté un aperçu des développements récents dans les domaines économique et commercial au sein des États membres de l'OCI. A cet égard, il a souligné que l'économie mondiale est confrontée à une profonde incertitude due à des défis économiques, géopolitiques, technologiques et environnementaux et cela affecte les perspectives de croissance de plusieurs pays y compris les États membres de l'OCI à faible revenu. Dans ce contexte, il a appelé à un renforcement de la coopération économique intra-OCI et à des politiques coordonnées pour stimuler la résilience, la croissance inclusive et le développement durable.

Le Secrétaire général a en outre exhorté les États membres à participer activement à la dixième Conférence ministérielle de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole,

qui se tiendra en République du Tchad ; à la treizième Conférence islamique des ministres du Tourisme (ICTM), qui se tiendra dans l'État du Qatar ; la deuxième Conférence ministérielle sur l'énergie dans les États membres de l'OCI, qui se tiendra au Royaume d'Arabie saoudite ; et le Forum de l'OCI sur l'investissement en Afrique, qui se tiendra en République du Mali. A cet égard, il a indiqué que ces événements visent à renforcer la coopération intra-OCI dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, du tourisme, de l'énergie, ainsi que du commerce et de l'investissement.

Lors de travaux de cette réunion, les participants ont examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre de divers projets relevant du COMCEC, en mettant l'accent sur le commerce et l'investissement, l'agriculture, le tourisme, le développement financier, les transports, le développement du secteur privé et la lutte contre la pauvreté. A cette

occasion, le Comité a noté que le commerce intra-OCI n'avait pas atteint l'objectif convenu collectivement de 25 %. À cet égard, il a souligné la nécessité urgente pour les États membres d'intensifier leurs efforts en faveur de la diversification économique, du renforcement de la compétitivité commerciale, de l'accélération de la mise en œuvre

des initiatives de l'OCI en matière de commerce et d'investissement, y compris le TPS-OCI, et d'encourager une plus grande autonomisation du secteur privé afin de renforcer les liens commerciaux entre les États membres.

A l'issue de la réunion, le Comité a demandé aux institutions chargées du développement du commerce

d'organiser des ateliers de formation sous le thème «Sécurité alimentaire et résilience des chaînes d'approvisionnement en période de crise» et approuvé le projet d'ordre du jour de la 42ème Session Ministérielle du COMCEC qui se tiendra à Istanbul, République de Türkiye, du 31 octobre au 3 novembre 2026. ■

1er Forum de la Plateforme Régionale d'Investissement pour le Développement de la Chaîne de Valeur du Café en Afrique



MARRAKECH A ACCUEILLI, DU 5 AU 6 MAI, LE 1ER FORUM DE LA PLATEFORME RÉGIONALE D'INVESTISSEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU CAFÉ EN AFRIQUE, ORGANISÉ SOUS LE THÈME : « CONSTRUIRE DES CHAÎNES DE VALEUR DU CAFÉ COMPÉTITIVES ET INCLUSIVES EN AFRIQUE : VERS UN PROGRAMME RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT UTILISANT L'AFRICAN COFFEE HUB À TANGER MED COMME PRINCIPAL LEVIER ».

Ce Forum, organisé par la Banque islamique de développement (BID), African Coffee Hub (ACH) et le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Royaume du Maroc, avec l'appui de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a enregistré la participation des Ministres, Ambassadeurs et Opérateurs économiques venus du Bénin, du Cameroun, de la Côte

d'Ivoire, de la Guinée, de Madagascar, du Nigeria, de l'Ouganda, de la Sierra Leone et du Togo. Au cœur des travaux, le lancement d'un programme régional d'investissement adossé à l'African Coffee Hub-Tanger Med, conçu pour faire basculer le continent de l'exportation des grains bruts à la maîtrise de la filière du Café de la culture, la transformation et la commercialisation.

A cette occasion, les pays participants ont nourri une réflexion structurée autour d'une ambition assumée : libérer le potentiel du café africain et conduire les petites exploitations vers les marchés internationaux par la voie de l'intégration commerciale. Lors de la cérémonie d'ouverture à laquelle a assisté la Directrice générale du CIDC, le Directeur du Bureau de la BID à Rabat, le SGA des Affaires Economiques de l'OCI, la Directrice Générale d'African Coffee Hub (ACH) et du Directeur du Département des Projets de l'IOFS ont à tour de rôle pris la parole et mis l'accent sur l'importance de la filière Café pour les pays de l'OCI et d'Afrique en particulier dans le développement de sa chaîne de valeur depuis la production à la commercialisation domestique et à l'export. Ils ont aussi mis en exergue l'importance d'avoir un label café africain en intégrant la certification halal.

S'en ont suivi, les présentations des pays à savoir la Guinée, la Sierra Leone, l'Ouganda, Madagascar, le Cameroun, le Togo et la Côte d'Ivoire sur les défis et les opportunités du café, les panels sur le programme d'investissement d'ACH dans lequel le SGA de l'OCI et la

DG du CIDC ont fait des présentations sur le développement du café dans les pays de l'OCI, le potentiel des exploitations familiales du café africain, les solutions de renforcement de la chaîne valeur du café et le financement de la transformation et des projets du café en Afrique.

A l'issue de cette rencontre, un communiqué conjoint final a été adopté par les pays participants et partenaires. Ce document indique la voie à suivre pour favoriser la coopération dans le domaine du développement des chaînes valeurs régionales du café en Afrique, et ce en collaboration avec l'OCI, ses institutions notamment la BID, le CIDC et l'IOFS et autres organisations participantes. Des MOU ont également été signés entre l'ACH et la Guinée, la Sierra Leone, Madagascar, le Nigeria et l'Ouganda pour renforcer la coopération et l'échange d'expériences dans divers domaines liés à la production et à la commercialisation du café.

A noter qu'une délégation du CIDC menée par la Directrice Générale Mme Latifa Elbouabdellaoui a participé à ce Forum. A cette occasion elle a pris part à toutes les sessions et tenu des rencontres bilatérales avec les chefs de délégations de l'Ouganda, de la Sierra Leone, de Madagascar, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'ITFC, de l'ICIEC, d'ICRAF, ONU Femmes, ACH et du Cabinet Solina Group, et ce pour renforcer la collaboration dans le développement de la chaîne de valeur du café dans les pays de l'OCI.

La 2ème édition de ce Forum se tiendra à Tanger courant 2027. ■



Kazan Forum 2026

LE FORUM ÉCONOMIQUE « RUSSIE – MONDE ISLAMIQUE – KAZAN 2026 » S'EST TENUE DU 13 AU 15 MAI 2026 DANS LA CAPITALE DE LA RÉPUBLIQUE DU TATARSTAN, AVEC LA PARTICIPATION D'UNE DÉLÉGATION DU CIDC ET DES REPRÉSENTANTS DE 99 PAYS ET 75 RÉGIONS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.

Cette rencontre a été marquée par la tenue de plusieurs événements majeurs dont le Kazan Halal Market qui s'est tenu à l'Agro-Parc Industriel de Kazan en présence de S.E. Rustam Minnikhanov (Raïs du Tatarstan), du Secrétaire Général de la Chambre Islamique de Commerce et de Développement, et de plusieurs personnalités publiques et officiels.

Cette exposition qui a réunie 400 exposants et 40.000 visiteurs a couvert un espace de l'ordre de 12.000 m2 et a permis l'exposition de plus de 4500 produits Halal du Monde Islamique. A cette occasion, la Directrice générale du CIDC a tenu un discours dans lequel elle a abordé plusieurs sujets dont notamment :

- L'essor de l'écosystème halal mondial — alimentation, pharmacie, tourisme, finance, innovation — représentant environ 2,4 mille milliards USD de dépenses de consommation ;
- Le rôle stratégique du Marché de Kazan en tant que plateforme de partenariats et d'investissement entre les pays de l'OCI, la Russie et le Tatarstan ;
- La coopération de longue date du CIDC avec la Fédération de Russie, incluant des accords avec des institutions commerciales russes et des efforts pour renforcer le commerce, la certification et la logistique halal ;



Table ronde organisée dans le cadre de l'inauguration officielle du volet « Perspectives féminines »



Photo de groupe des intervenantes à l'issue de la session du volet « Perspectives féminines »

- La présentation du « Rapport sur le Commerce et l'Investissement Halal dans les États membres de l'OCI 2025 », initiative analytique phare du CIDC ;
- La réaffirmation de l'engagement du CIDC en faveur de l'intégration régionale, de l'entrepreneuriat et du développement économique durable par l'économie halal.



Mme Latifa El Bouabdellaoui prononçant son discours lors de la cérémonie d'inauguration du Marché halal de Kazan



Rencontre bilatérale entre Mme Latifa El Bouabdellaoui et M. Artem Zdunov, chef de la République de Mordovie

Durant ce Forum, Mme Latifa El Bouabdellaoui a également pris part à plusieurs événements de haut niveau parmi lesquels le « Track Female Perspectives » dédiée au leadership féminin et organisé en partenariat avec l'Université Russe de Coopéra-

tion. Cette session a réuni des hauts responsables de l'OCI, de Russie, des BRICS et du Monde arabe pour partager des bonnes pratiques et forger des cadres de collaboration en faveur de l'autonomisation économique des femmes. Lors des discussions, la Di-

rectrice générale du CIDC a abordé les sujets suivants :

- L'importance cruciale de l'entrepreneuriat féminin pour une croissance inclusive et le développement durable dans les États membres de l'OCI ;
- Les défis persistants en matière d'accès au financement, aux marchés, aux compétences et aux technologies pour les femmes entrepreneurs ;
- Le potentiel transformateur des technologies numériques, de l'IA, du commerce électronique et de l'éducation STEM dans l'émancipation économique des femmes ;
- L'annonce d'un programme dédié du CIDC pour renforcer la participation féminine au commerce et à l'investissement dans la région OCI, avec un appel ouvert à des partenaires institutionnels.

La Directrice générale a aussi participé au « Dialogue commercial Russie – Monde Arabe » et présenté les outils commerciaux de l'OCI en tant qu'instrument d'accès des entreprises russes aux marchés arabes. Parmi les points clés de son intervention, nous pouvons citer :

- Le Système Préférentiel de Commerce de l'OCI (TPS-OIC) comme outil pratique pour faciliter l'accès aux marchés, réduire les barrières commerciales et encourager une coopération commerciale durable ;
- Les secteurs d'intérêt croissant pour les entreprises russes : industries halal, agro-alimentaire, pharmacie, logistique, énergie, technologies numériques et infrastructure ;
- Le rôle du CIDC dans le soutien aux échanges commerciaux : forums B2B, intelligence de marché, promotion des exportations, facilitation commerciale et commerce numérique ;
- Un appel à un renforcement de la connectivité logistique et de la coopération institutionnelle pour transformer les complémentarités économiques en partenariats durables.

A noter qu'en marge du Forum, Mme la Directrice générale a tenu plusieurs réunions bilatérales principalement avec SE Monsieur Artem Zdunov, Chef de la République de Mordovie pour discuter sur les opportunités d'investissement, le renforcement de la coopération économique et le développement de partenariats avec la République de Mordovie. Mme Elbouabdel-laoui s'est aussi entretenue avec SE Monsieur Artur Nikolaev, Vice-Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Tatarstan. Lors de cet échange, les discussions



Rencontre bilatérale avec M. Artur Nikolaev, vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie du Tatarstan

ont porté sur le renforcement des relations commerciales entre les communautés d'affaires russes et des États membres de l'OCI, l'amélioration de la connectivité et du réseautage, ainsi que l'exploration de mécanismes de coopération institutionnelle.

La participation du CIDC au Forum Kazan 2026 a permis de consolider le positionnement de l'institution comme facilitateur stratégique des échanges commer-

ciaux et du dialogue institutionnel entre les États membres de l'OCI et la Fédération de Russie. À travers ses interventions lors des sessions de haut niveau et ses réunions bilatérales ciblées, la Directrice générale a mis en lumière des opportunités concrètes d'investissement, d'autonomisation économique des femmes et de développement commercial, et ce en tant qu'acteur majeur de la promotion du commerce et de l'intégration économique dans l'espace OCI. ■



Forum « Les Bâtisseurs de l'économie africaine »

LA 16ÈME ÉDITION DU FORUM « LES BÂTISSEURS DE L'ÉCONOMIE AFRICAINE » S'EST TENUE LE 18 JUIN 2026 À ABIDJAN SOUS LE THÈME : « EXCELLENCE, LEADERSHIP ET IMPACT : L'AFRIQUE CONSTRUIT SON AVENIR ». ONT PRIS PART À CETTE RENCONTRE, LES REPRÉSENTANTS DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS DE LA CÔTE D'IVOIRE, DES MILIEUX UNIVERSITAIRES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AINSI QUE MONSIEUR ISMAEL TAQUI, CHEF DE DÉPARTEMENT DE LA FACILITATION DU COMMERCE AU CIDC ET LES CHEFS D'ENTREPRISES PROVENANT DU MAROC, DU GABON, DE LA NAMIBIE, DE LA CÔTE D'IVOIRE ET DU BÉNIN.

A cette occasion, le Forum s'est déroulé en trois panels dédiés à l'éducation et l'emploi, à l'innovation, l'entrepreneuriat féminin et intelligence artificielle et à l'Université Internationale de Libreville-Berthe and Jean. Lors des échanges, les discussions ont porté sur les points suivants :

- Le rôle de l'innovation et des nouvelles technologies comme moteurs de croissance et de compétitivité ;
- Le renforcement du leadership économique africain et de la gouvernance publique ;
- La nécessité d'accroître les investissements productifs et le développement du capital humain ;

- L'accélération de l'intégration économique africaine à travers les initiatives continentales, notamment la ZLECAf ;
- La valorisation des politiques publiques ayant contribué à la transformation économique des États africains.

Pour sa part, M Ismael Taqui a participé au 2ème panel et présenté le point de vue du Centre en matière d'innovation, du rôle de la femme dans le domaine du renforcement du commerce intra-africain et de l'intégration régionale. Il a également mis en exergue les programmes du CIDC dans ces domaines.

A noter qu'en marge du Forum s'est tenue la Soirée des Awards qui a récompensé le CIDC en la personne de Mme Latifa El Bouabdellaoui, en tant que Championne des échanges commerciaux, en reconnaissance de sa contribution au développement du commerce, de l'intégration régionale et de la coopération Sud-Sud. 12 États africains ont aussi été récompensés lors de cette soirée à savoir :

- Le Maroc, distingué pour le déploiement de sa couverture sanitaire et ses investissements industriels pharmaceutiques et pour ses stratégies de transition énergétique et ses projets de développement durable.

- Le Kenya, salué pour son dynamisme numérique et ses infrastructures en IA.
- L'Égypte, primée pour ses mégaprojets de modernisation urbaine et de transport.
- La République démocratique du Congo (RDC), distinguée pour la gestion stratégique et la valorisation locale de ses ressources minières.
- L'Algérie, récompensée pour l'efficacité de ses politiques d'approvisionnement et d'infrastructures énergétiques.
- La Côte d'Ivoire, honorée pour ses performances agricoles et ses initiatives de transformation locale.
- Les Seychelles, récompensées pour l'excellence de leurs programmes d'intégration professionnelle des jeunes.
- L'Afrique du Sud, saluée pour la solidité et la compétitivité de son tissu industriel.
- La Tanzanie, primée pour sa politique de promotion touristique et ses performances d'accueil.
- Le Nigeria, distingué pour le rayonnement continental et mondial de ses industries culturelles.

A cette occasion, trois prix spéciaux majeurs ont également été décernés aux pays suivants :

- Prix spécial des 20 ans (Grand Lauréat) : Le Maroc, pour l'ampleur et l'impact de ses transformations économiques et structurelles globales menées au cours des deux dernières décennies.
- Prix spécial pour l'Égalité femme-homme : La Namibie, récompensée pour ses initiatives pionnières en matière de parité et d'autonomisation des femmes.
- Prix spécial pour l'Intégration régionale : Le Ghana, honoré pour sa politique active en faveur du retour des diasporas africaines et son rôle clé dans le rapprochement régional. ■



Réunions Annuelles de la BID & Forum du Secteur privé à Baku

DU 16 AU 19 JUIN 2026, UNE DÉLÉGATION DU CIDC MENÉE PAR MME LATIFA ELBOUABDELLAOUI A PRIS PART AU FORUM DU SECTEUR PRIVÉ ORGANISÉ EN MARGE DES RÉUNIONS ANNUELLES DE LA BID À BAKU.

Ce Forum est une initiative clé qui soutient le développement du secteur privé dans le Monde Islamique, il sert de plateforme pour le réseautage et l'échange d'expériences, de bonnes pratiques et de réussites, tout en explorant les opportunités commerciales et d'investissement dans les pays membres de la BID. Il met aussi en avant les services et initiatives du Groupe de la BID en matière d'investissement, de commerce et d'assurance, et favorise les liens commerciaux transfrontaliers à travers des rencontres B2B et B2G.

L'édition de cette année, tenue sous le thème « Intégration régionale pour une prospérité durable », met l'accent sur le renforcement de la coopération régionale, l'amélioration des flux commerciaux et d'investissement, ainsi que sur une croissance inclusive, résiliente et durable. A cette occasion, Madame la Directrice générale du CIDC a participé en tant que panéliste lors de la session dédiée « De plus d'IDE à de meilleurs IDE : Promotion des investissements pour un développement durable ». Lors des échanges, les participants ont



mis en avant le rôle crucial des agences de promotion des investissements pour favoriser des écosystèmes d'investissement résilients, renforcer la compétitivité et soutenir les objectifs de développement durable dans les pays membres. La participation du CIDC à cette session souligne le rôle majeur du centre dans facilitation du commerce et la promotion des investissements dans la région de l'OIC.

La Directrice générale du centre a aussi participé en tant que panéliste à la session dédiées aux expériences des pays. A cette occasion les pays et institutions de l'OIC ont mis en avant les opportunités d'investissement prioritaires, les plans nationaux de développement, les stratégies sectorielles et les réformes clés visant à attirer la participation du secteur privé. Cette session a permis aux gouvernements et aux agences de promotion des investissements de présenter des projets bancables, de souligner les politiques favorables et de dialoguer directement avec les investisseurs,

les financiers et les partenaires au développement.

A noter qu'en marge du Forum le CIDC et l'Association des Femmes Entrepreneurs de l'Azerbaïdjan (AQSLA), représentés par Mme Latifa Elbouabdellaoui et Mme Sakina Babayeva, ont signé un mémorandum d'entente dans le but de fournir plus d'opportunités pour les Femmes entrepreneures dans la région OCI et en Azerbaïdjan, renforcer la collaboration institutionnelle pour soutenir la croissance économique durable et l'innovation, développer des programmes communs de renforcement des capacités, des missions commerciales et des initiatives de réseautage B2B et de promouvoir la participation des Femmes dans le commerce, l'investissement et l'entrepreneuriat aux niveaux régional et international. La Directrice générale du CIDC a également tenu des réunions bilatérales avec des organisations internationales et institutions du Monde islamique pour explorer les domaines de coopération,

discuter des initiatives conjointes dans le financement du commerce, la promotion des investissements et le développement de l'industrie halal, et renforcer les partenariats du CIDC avec les principales institutions financières et de développement à l'échelle régionale et internationale.

La participation du CIDC au Forum du secteur privé de la BID a renforcé son positionnement stratégique au cœur de la coopération commerciale et d'investissement de l'OIC. À travers des interventions actives lors des panels, une cérémonie de signature de protocole d'accord, des réunions bilatérales de haut niveau et une présence à l'exposition, le CIDC a montré sa capacité à servir de passerelle entre les partenaires institutionnels, les agences de promotion des investissements et le secteur privé et ce en parfaite conformité avec son mandat de promouvoir un commerce durable et l'intégration économique entre les États membres de l'OIC. ■



DOSSIER SPÉCIAL

LA SANTÉ : UN MOTEUR DE CROISSANCE ET D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION OCI



Longtemps considérée comme une dépense publique incontournable, la santé s'impose aujourd'hui comme un secteur économique stratégique. Industrie pharmaceutique, biotechnologies, équipements médicaux, santé numérique, recherche ou encore investissements hospitaliers: les pays de l'OCI multiplient les initiatives pour bâtir des écosystèmes compétitifs capables de répondre aux besoins de leurs populations tout en renforçant leur position dans les échanges internationaux. Plus qu'un enjeu sanitaire, la santé devient un levier de diversification économique, d'innovation et d'intégration régionale.

La pandémie de COVID-19 a profondément bouleversé les certitudes. En quelques semaines, les chaînes d'approvisionnement mondiales se sont retrouvées sous tension, révélant la dépendance de nombreux pays vis-à-vis des importations de médicaments, de vaccins, de dispositifs médicaux ou encore d'équipements de protection. Ce choc a marqué un tournant : la santé n'est plus seulement un service public essentiel, elle est désormais perçue comme un pilier de la souveraineté économique.

Dans les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), cette prise de conscience s'est traduite par une accélération des investissements dans les industries de santé. Des programmes nationaux ambitieux ont vu le jour afin de renforcer les capacités de production pharmaceutique, développer la recherche biomédicale, moderniser les infras-

tructures hospitalières et encourager l'innovation.

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte particulièrement favorable. Les pays de l'OCI représentent près d'un quart de la population mondiale, une population jeune, en croissance et confrontée à une transition épidémiologique qui accroît les besoins en soins, en médicaments et en technologies médicales. Cette évolution ouvre un marché considérable pour les investisseurs, les industriels et les prestataires de services de santé.

Mais au-delà de la demande intérieure, la santé devient également un puissant vecteur de coopération économique. Les échanges de médicaments, les investissements hospitaliers, les partenariats industriels ou encore les transferts de technologies contribuent progressivement à structurer un véritable écosystème régional, capable de renforcer la résilience sanitaire tout

en stimulant le commerce intra-OCI.

« La santé n'est plus seulement un coût budgétaire : elle est devenue une industrie stratégique, un moteur d'innovation et un vecteur de compétitivité internationale. »

Une nouvelle économie est en marche

Plusieurs pays membres ont déjà engagé une profonde transformation de leur secteur de la santé. L'Arabie saoudite investit massivement dans la modernisation de son système de santé à travers Vision 2030, avec pour ambition de développer une industrie pharmaceutique nationale et d'attirer des investissements internationaux.

La Turquie consolide sa position de puissance industrielle dans la production de dispositifs médicaux et de médicaments tout en développant un écosystème innovant autour des technologies de santé.



La Malaisie poursuit sa spécialisation dans les produits pharmaceutiques halal et les biotechnologies, tandis que le Bangladesh s'impose progressivement comme l'un des principaux producteurs mondiaux de médicaments génériques.

De son côté, le Maroc renforce son industrie pharmaceutique, développe ses exportations vers l'Afrique et affirme progressivement son rôle de plateforme régionale grâce à la montée en puissance de groupes privés, d'investissements industriels et de partenariats Sud-Sud.

Autant d'initiatives qui illustrent une tendance commune : la santé devient un véritable secteur productif, créateur de valeur, d'emplois qualifiés et d'opportunités commerciales.

L'économie de la santé : un marché stratégique en pleine mutation

Portée par le vieillissement de la population, l'innovation technologique et l'augmentation des dépenses de santé, l'économie mondiale de la santé connaît une transformation sans précédent. Les pays de l'OCI disposent d'atouts importants pour capter une part croissante de cette valeur ajoutée, à condition de renforcer leurs capacités industrielles et leur coopération régionale.

L'économie de la santé est aujourd'hui l'un des secteurs les plus dynamiques au monde. Elle englobe un vaste ensemble d'activités allant de la fabrication de médicaments et de vaccins à la production de dispositifs médicaux, en passant par les biotechnologies, la santé numérique, les services hospitaliers, la recherche clinique et l'intelligence artificielle appliquée à la médecine. Cette transformation est alimentée par plusieurs tendances structurales. Le vieillissement des popu-



lations, l'augmentation des maladies chroniques, l'urbanisation et les progrès scientifiques stimulent une demande croissante de soins, de traitements innovants et de technologies médicales. Les investissements privés et publics dans la santé atteignent des niveaux sans précédent, faisant de ce secteur un moteur de croissance, d'innovation et d'emplois qualifiés.

Pour les pays de l'OCI, cette dynamique représente une opportunité majeure. Avec une population dépassant 1,9 milliard d'habitants, des besoins sanitaires en forte progression et une demande croissante en médicaments et équipements médicaux, ces pays constituent l'un des marchés les plus prometteurs de l'économie mondiale de la santé.



Plusieurs États membres ont engagé d'importants programmes visant à développer une production locale de médicaments afin de réduire leur dépendance aux importations tout en renforçant leur sécurité sanitaire.

Le Bangladesh s'est imposé comme l'un des plus grands producteurs mondiaux de médicaments génériques grâce à une industrie compétitive tournée vers l'exportation. La Turquie poursuit la modernisation de son industrie pharmaceutique et développe une offre de dispositifs médicaux à forte valeur ajoutée. L'Arabie saoudite, dans le cadre de sa Vision 2030, investit massivement pour attirer les fabricants internationaux et accroître la production nationale. La Malaisie, quant à elle, renforce sa spécialisation dans les biotechnologies et les produits pharmaceutiques certifiés halal.

Au Maroc, le secteur pharmaceutique bénéficie d'une base industrielle solide et d'un savoir-faire reconnu. Les laboratoires nationaux développent progressivement leurs exportations vers plusieurs marchés africains, tandis que les investissements dans la production de médicaments et de biosimilaires renforcent la compétitivité du Royaume.

Des chaînes de valeur encore fragmentées

Malgré ces avancées, les échanges intra-OCI dans le secteur de la santé demeurent relativement limités. Les chaînes d'approvisionnement restent fortement dépendantes de fournisseurs extérieurs pour certains principes actifs, équipements médicaux de haute technologie ou produits biotechnologiques.

Cette situation souligne la nécessité de renforcer les complémentarités entre les économies des pays membres. Une meilleure spécialisation des productions, des investissements croisés et une harmonisation progressive des normes pourraient favoriser l'émergence de véritables chaînes de valeur régionales, capables de répondre aux besoins des marchés de l'OCI tout en améliorant leur compétitivité à l'échelle internationale.

Au-delà de la réduction de la dépendance extérieure, une telle intégration offrirait de nouvelles opportunités aux entreprises, stimulerait les investissements et contribuerait à la création d'emplois qualifiés. Le développement d'industries nationales constitue une première étape. Le véritable défi consiste désormais à connecter ces capacités de

LE SAVIEZ-VOUS ? Le marché des produits de santé halal connaît une croissance rapide

Les dépenses mondiales en produits pharmaceutiques halal sont estimées à 112 milliards USD en 2024 et devraient atteindre 146 milliards USD d'ici 2029, soit une croissance annuelle moyenne d'environ 5,4 %.

Les médicaments halal répondent à une demande croissante de près de 2 milliards de consommateurs musulmans, mais séduisent également des consommateurs non musulmans grâce à leurs exigences en matière de qualité, de traçabilité et de sécurité.

Plusieurs pays de l'OCI, notamment la Malaisie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Turquie, investissent massivement dans la production de médicaments, vaccins, compléments alimentaires et dispositifs médicaux certifiés halal afin de renforcer leur souveraineté sanitaire et leur compétitivité à l'export. Les économies de l'OCI ont importé 421,5 milliards USD de produits liés à l'économie halal en 2024, illustrant le potentiel de développement de chaînes de valeur régionales et d'un commerce intra-OCI renforcé.



production afin de bâtir des chaînes de valeur régionales capables de renforcer le commerce intra-OCI et de positionner les pays membres comme des acteurs majeurs de l'économie mondiale de la santé.

Construire des chaînes de valeur régionales : un levier pour renforcer le commerce intra-OCI

La crise sanitaire mondiale a rappelé l'importance de disposer de chaînes d'approvisionnement résilientes. Pour les pays de l'OCI, le défi ne consiste plus uniquement à produire davantage, mais à connecter leurs capacités industrielles afin de bâtir un véritable marché régional de la santé.

Pendant de nombreuses années, les politiques de santé dans les pays membres se sont concentrées sur le développement des capacités nationales de production. Cette stratégie a permis à plusieurs États d'accroître leur autonomie dans la fabrication de médicaments, de dispositifs médicaux ou de vaccins. Toutefois, dans un contexte

Les principaux segments de l'économie de la santé

Des opportunités stratégiques pour les pays de l'OCI



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Production locale de médicaments et développement des exportations



OPPORTUNITÉS
Réduire la dépendance, renforcer la compétitivité et accéder à de nouveaux marchés



BIOTECHNOLOGIES

Innovation dans les biotechnologies, vaccins et biosimilaires



OPPORTUNITÉS
Développer l'innovation et répondre aux besoins sanitaires croissants



DISPOSITIFS MÉDICAUX

Fabrication et assemblage régional de dispositifs médicaux



OPPORTUNITÉS
Créer de la valeur locale et renforcer les chaînes d'approvisionnement



SANTÉ NUMÉRIQUE

Télémédecine, IA et dossiers médicaux électroniques



OPPORTUNITÉS
Améliorer l'accès aux soins et accroître l'efficacité des systèmes de santé



RECHERCHE CLINIQUE

Partenariats internationaux et essais cliniques



OPPORTUNITÉS
Attirer les investissements et renforcer l'expertise scientifique locale

marqué par la fragmentation des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'enjeu dépasse désormais les frontières nationales.

La complémentarité des économies de l'OCI ouvre la voie à la constitution de chaînes de valeur régionales capables de renforcer la compétitivité des entreprises tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. Certains pays disposent d'une solide industrie pharmaceutique, d'autres se distinguent dans les biotechnologies, les dispositifs médicaux ou encore la logistique. Mieux articulées, ces spécialisations pourraient favoriser l'émergence d'un écosystème intégré au service du commerce intra-OCI.

Le Bangladesh, par exemple, figure parmi les principaux producteurs mondiaux de médicaments génériques. La Turquie s'est imposée comme un acteur majeur dans la fabrication de dispositifs médicaux et d'équipements hospitaliers. La Malaisie développe des capacités reconnues dans les biotechnologies et les produits pharmaceutiques halal, tandis que le Maroc renforce progressivement sa position comme plateforme industrielle et logistique vers l'Afrique de l'Ouest. De leur côté, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis mobilisent d'importants capitaux pour financer les infrastructures hospitalières, la recherche et les projets industriels.

En favorisant les investissements croisés, les transferts de technologies et la reconnaissance mutuelle des normes, les pays de l'OCI pourraient bâtir une chaîne de valeur régionale couvrant l'ensemble du cycle de production : recherche, fabrication, conditionnement, logistique et distribution. Une telle intégration renforcerait non seulement la sécurité sanitaire, mais



également la compétitivité internationale des entreprises de la région.

Innovation, investissements et compétitivité : les nouveaux moteurs de l'économie de la santé dans les pays de l'OCI

Longtemps centrées sur l'extension des infrastructures hospitalières et l'amélioration de l'accès aux soins, les politiques de santé évoluent aujourd'hui vers une approche plus globale, où l'innovation, la recherche et les investissements deviennent des facteurs essentiels de compétitivité. Dans les pays de l'OCI, cette transformation accompagne les stratégies de diversification économique et ouvre de

nouvelles perspectives pour les entreprises, les investisseurs et les institutions de recherche.

L'économie mondiale de la santé connaît une mutation profonde sous l'effet des progrès scientifiques et technologiques. L'intelligence artificielle, les biotechnologies, la santé numérique, les objets médicaux connectés ou encore la médecine personnalisée redéfinissent les modèles de soins et créent de nouveaux marchés à forte valeur ajoutée. Les investissements ne portent plus uniquement sur les hôpitaux ou les équipements médicaux, mais également sur les infrastructures



numériques, les centres de recherche, les plateformes de données de santé et les entreprises innovantes capables de développer les solutions médicales de demain. Conscients de ces évolutions, plusieurs pays membres de l'OCI ont placé la santé au cœur de leurs stratégies de développement. L'Arabie saoudite, à travers Vision 2030, ambitionne de transformer son système de santé en développant la production locale de médicaments, en favorisant les partenariats public-privé et en accélérant la digitalisation des services de santé. Les Émirats arabes unis renforcent leur positionnement comme plateforme régionale d'innovation médicale en attirant des entreprises spécialisées dans les technologies de santé et la recherche clinique. La Malaisie poursuit le développement de son industrie des biotechnologies et des produits pharmaceutiques halal, tandis que la Turquie investit dans la modernisation de son industrie des dispositifs médicaux et de ses capacités de recherche.



Ces stratégies traduisent une évolution majeure : la santé n'est plus considérée comme un secteur isolé mais comme un écosystème économique intégrant industrie, recherche, innovation, services et investissements. Les interactions entre universités, centres hospitaliers, entreprises technologiques et investisseurs favorisent l'émergence de nouvelles filières industrielles, capables de répondre aux besoins des populations tout en renforçant la compétitivité des économies nationales.

La santé numérique constitue l'un des domaines les plus prometteurs de cette transformation. Le développement de la télémédecine, des dossiers médicaux électroniques, des plateformes d'analyse de données et des applications reposant

sur l'intelligence artificielle améliore l'efficacité des systèmes de santé tout en facilitant l'accès aux soins, notamment dans les régions éloignées. Parallèlement, les biotechnologies ouvrent de nouvelles perspectives dans la production de vaccins, de biosimilaires et de thérapies innovantes, offrant aux pays de l'OCI l'opportunité de développer des industries de haute technologie et de réduire leur dépendance aux importations.

Au-delà de leurs retombées sanitaires, ces investissements génèrent des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Ils stimulent la recherche et développement, créent des emplois hautement qualifiés, favorisent les transferts de technologies et renforcent l'attractivité des territoires pour

les investisseurs internationaux. En développant des écosystèmes innovants et en encourageant les partenariats entre les secteurs public et privé, les pays de l'OCI peuvent non seulement améliorer leur résilience face aux crises sanitaires, mais aussi accroître leur présence sur les marchés internationaux des produits et services de santé.

À mesure que les besoins en soins augmentent et que les technologies évoluent, la capacité à innover deviendra un facteur déterminant de compétitivité. Pour les pays membres de l'OCI, l'enjeu ne consiste plus seulement à répondre à une demande croissante de services de santé, mais à construire une économie de la santé fondée sur la connaissance, l'innovation et

la coopération régionale, capable de soutenir une croissance durable et de renforcer leur position dans le commerce international.

Vers une économie de la santé plus intégrée dans les pays de l'OCI

Face à une demande croissante de soins, à l'évolution des technologies médicales et aux enseignements tirés des récentes crises sanitaires, les pays membres de l'OCI disposent d'une opportunité unique pour renforcer leur coopération économique dans le secteur de la santé. Au-delà des enjeux sanitaires, cette dynamique peut favoriser la création d'emplois, attirer les investissements, stimuler l'innovation et accroître le commerce intra-OCI.

Le développement d'une économie de la santé plus intégrée suppose d'abord le renforcement des capacités industrielles régionales. Plusieurs pays membres disposent déjà d'une base manufacturière solide dans les médicaments génériques, les dispositifs médicaux, les biotechnologies ou les équipements hospitaliers. Une meilleure complémentarité entre ces industries permettrait de développer des chaînes de valeur régionales plus résilientes, capables de réduire la dépendance vis-à-vis des importations et de répondre plus efficacement aux besoins des populations. L'intégration passe également par une plus grande fluidité des échanges commerciaux. L'harmonisation des réglementations, la reconnaissance mutuelle des certifications, la simplification des procédures douanières et le renforcement des infrastructures logistiques contribueraient à faciliter la circulation des produits de santé entre les pays membres.

Les investissements publics et privés joueront également un rôle déterminant. Les partenariats pu-

Le Maroc : un hub émergent de l'industrie de la santé en Afrique

Au cours des deux dernières décennies, le Maroc s'est progressivement imposé comme l'un des principaux pôles pharmaceutiques du continent africain. Portée par plus de soixante années d'expérience industrielle, une réglementation alignée sur les standards internationaux et une politique volontariste en matière de souveraineté sanitaire, l'industrie pharmaceutique nationale constitue aujourd'hui un levier stratégique de développement économique.

Le Royaume est désormais le deuxième producteur de médicaments en Afrique et figure parmi les principaux acteurs pharmaceutiques de la région MENA. Le secteur compte plus de 50 établissements industriels pharmaceutiques, capables de produire près de 450 millions de boîtes de médicaments par an, couvrant environ 58 % des besoins du marché national. Cette base industrielle s'accompagne d'un tissu de laboratoires nationaux et internationaux particulièrement dynamique, parmi lesquels Sothema, Pharma 5, Cooper Pharma, Laprophan, Maphar ou encore Sanofi Maroc.

Au-delà de la production destinée au marché intérieur, les entreprises marocaines développent progressivement leurs exportations vers l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, le Moyen-Orient et certains marchés européens. Cette dynamique est soutenue par les accords de libre-échange conclus par le Royaume, la qualité de ses infrastructures logistiques, ainsi que sa proximité géographique avec les marchés européens et africains.

La crise de la COVID-19 a marqué une étape importante dans cette évolution. Le Maroc a accéléré sa stratégie de souveraineté sanitaire en investissant dans la fabrication locale de vaccins, les biotechnologies et les capacités de production pharmaceutique. Les projets industriels lancés ces dernières années visent à réduire la dépendance aux importations tout en faisant du Royaume une plateforme régionale de production et d'exportation au service du continent africain.

Parallèlement, la généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) devrait stimuler la demande intérieure en médicaments et en services de santé, renforçant ainsi l'attractivité du marché marocain pour les investisseurs. Associée aux politiques industrielles, cette réforme contribue à faire de la santé un secteur stratégique pour la diversification économique du Royaume.



2e	Producteur de médicaments en Afrique
5e	Producteur dans la région MENA
54	Établissements industriels pharmaceutiques
450 M	Boîtes de médicaments produites par an
58%	Des besoins nationaux couverts par la production locale
80 000	Emplois générés par la filière
USD 2,3 Bn	Chiffre d'affaires du secteur (2024)
+4 % / an	Croissance moyenne du marché
87%	Des entreprises du secteur sont implantées dans la région Casablanca-Settat



blic-privé, les fonds souverains, les banques de développement ainsi que les investisseurs institutionnels peuvent accélérer la modernisation des infrastructures hospitalières, soutenir la recherche et favoriser l'émergence d'entreprises innovantes.

Parallèlement, le développement des compétences constituera un facteur clé de compétitivité. Les besoins en médecins, pharmaciens, ingénieurs biomédicaux, chercheurs et spécialistes des technologies médicales continueront de croître au cours des prochaines décennies. Le renforcement de la coopération universitaire et scientifique entre les pays de l'OCI favorisera le transfert de connaissances et l'émergence d'un capital humain hautement qualifié.

Enfin, l'innovation devra rester au cœur des stratégies nationales. Les technologies numériques, l'intelligence artificielle, les bio-

technologies et les solutions de santé connectée offrent aux pays de l'OCI l'opportunité de développer des industries à forte valeur ajoutée tout en améliorant l'accès aux soins.

La santé, un moteur durable de croissance et d'intégration économique

La santé s'impose désormais comme l'un des secteurs les plus stratégiques des économies contemporaines. L'augmentation des besoins sanitaires, les progrès technologiques, le vieillissement démographique dans certaines régions et la montée des maladies chroniques continueront d'alimenter une demande soutenue en médicaments, équipements médicaux, infrastructures hospitalières et services de santé.

Pour les pays de l'OCI, cette évolution représente une opportunité de transformer un défi sanitaire en levier de développement écono-

mique. En renforçant leurs capacités industrielles, en développant les chaînes de valeur régionales et en favorisant les investissements dans la recherche et l'innovation, les États membres peuvent bâtir un secteur de la santé plus compétitif, créateur d'emplois qualifiés et davantage intégré aux échanges internationaux.

Cette ambition suppose toutefois une coopération renforcée entre les gouvernements, les institutions financières, les entreprises, les universités et les centres de recherche. Les partenariats public-privé, le développement des infrastructures, l'harmonisation des cadres réglementaires et le soutien à l'innovation constitueront des conditions essentielles pour accélérer cette transformation.

Dans cette dynamique, le commerce et l'investissement joueront un rôle déterminant. En facilitant les échanges de produits pharmaceutiques, de dispositifs médicaux, de technologies de santé et de services associés, les pays membres pourront renforcer leur sécurité sanitaire tout en stimulant leur croissance économique.

L'ICDT entend accompagner cette dynamique en favorisant les échanges commerciaux, les investissements productifs et les partenariats entre les acteurs publics et privés. En mettant la santé au cœur de l'intégration économique, les pays de l'OCI disposent aujourd'hui d'une occasion unique de construire un secteur plus innovant, plus résilient et plus compétitif, au service du développement durable et du bien-être de leurs populations.

Sources :

- World Health Organization (2024): Global Spending on Health: Emerging from the Pandemic, Geneva, 154p.
- World Health Organization (2025): Global Health Expenditure Database (GHED), Global Health Observatory Database.

**« LA SANTÉ N'EST PAS UNE DÉPENSE SOCIALE,
C'EST UN INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN »**

Latifa El Bouabdellaoui, Directrice Générale du CIDC



LE FORUM RÉGIONAL SUR L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ À NOUAKCHOTT

LE RENDEZ-VOUS OÙ SE DESSINE L'AVENIR DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AFRICAINE

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AFRICAINE SE TROUVE À UN TOURNANT DÉCISIF DE SON HISTOIRE ET LES INVESTISSEURS ET INDUSTRIELS QUI SE POSITIONNERONT AUJOURD'HUI SUR CE MARCHÉ SERONT LES LEADERS DE DEMAIN. AVEC PLUS DE 1,4 MILLIARD D'HABITANTS, UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE SOUTENUE, UNE URBANISATION RAPIDE ET UNE DEMANDE CROISSANTE EN MÉDICAMENTS ET PRODUITS DE SANTÉ, LE CONTINENT REPRÉSENTE L'UN DES MARCHÉS LES PLUS PROMETTEURS AU MONDE.



Pourtant, plus de 70 % des médicaments consommés en Afrique sont encore importés. Cette dépendance constitue certes un défi majeur pour les systèmes de santé, mais elle représente surtout l'une des plus importantes opportunités d'investissement industriel et pharmaceutique de la décennie.

C'est dans ce contexte que le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), organe subsidiaire de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), organise, en partenariat avec la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Forum Régional de l'Investissement dans le Secteur de la Santé 2026 (RHIF 2026), les 13 et 14 juillet 2026 à Nouakchott, en République Islamique de Mauritanie.

Un rendez-vous stratégique pour les décideurs et les investisseurs :

Le Forum a été conçu comme une plateforme d'action et de mise en relation destinée à accélérer les investissements dans les secteurs de la santé et de l'industrie pharmaceutique au sein des pays membres de l'OCI.

Pendant deux jours, décideurs publics, investisseurs, industriels, institutions financières et organisations internationales se réuniront pour identifier des opportunités concrètes de partenariat et d'investissement.

Le Forum réunira notamment :

- des ministres de la Santé et hauts responsables gouvernementaux issus de 57 pays ;
- des investisseurs institutionnels, fonds d'investissement et banques de développement ;

- des laboratoires et industriels pharmaceutiques ;
- des groupes hospitaliers et opérateurs de santé ;
- des entreprises spécialisées dans les biotechnologies et la santé numérique ;
- des agences de promotion des investissements et organismes de régulation.

57
pays participants

plus de **10 000**
visiteurs attendus

100
exposants et partenaires

Un programme centré sur les priorités stratégiques du secteur :

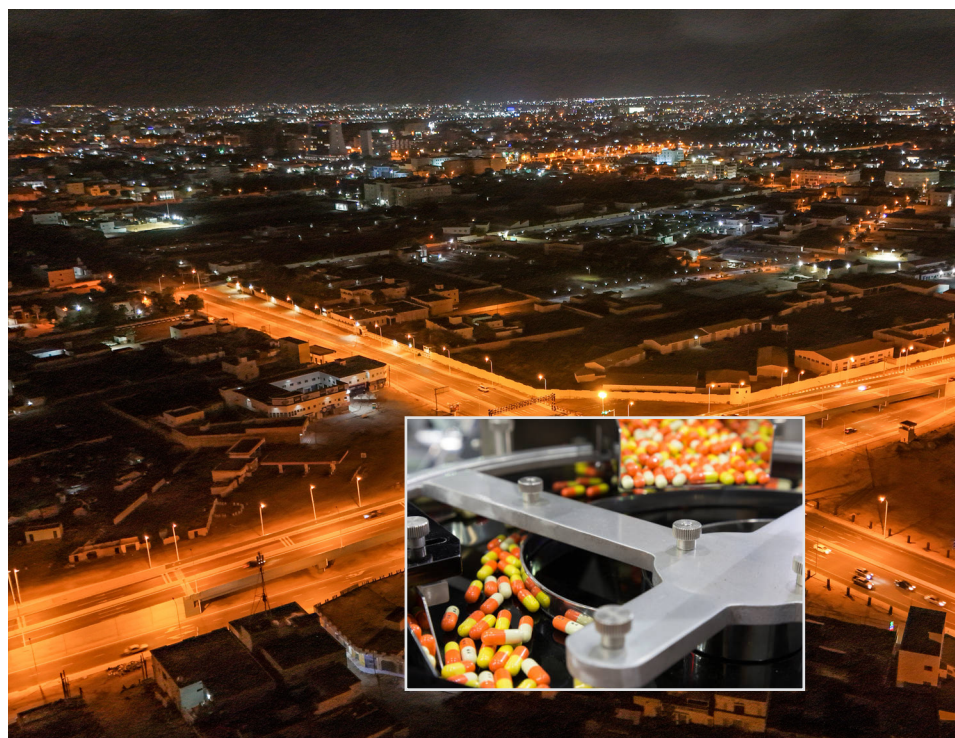
Le Forum proposera un programme de haut niveau articulé autour des principaux enjeux qui conditionnent le développement durable des industries pharmaceutiques et des systèmes de santé en Afrique. Les échanges porteront notamment sur :

- Le développement de la production locale de médicaments et de vaccins, afin de renforcer la souveraineté sanitaire et de réduire la dépendance aux importations ;
- L'intégration des chaînes de valeur pharmaceutiques régionales, en vue de stimuler l'industrialisation, les échanges intra-africains et la compétitivité du secteur ;
- La convergence des cadres réglementaires, pour améliorer la qualité des produits de santé, faciliter leur circulation et renforcer la confiance des marchés ;
- La mobilisation des investissements et des partenariats public-privé, afin d'accélérer le développement des infrastructures, de l'innovation et des capacités de production ;
- L'amélioration de l'accès à des produits de santé de qualité et à l'innovation médicale, au bénéfice des populations africaines.

Des opportunités concrètes de partenariat et d'investissement :

Au-delà des conférences et tables rondes, le Forum constituera une plateforme privilégiée de mise en relation entre décideurs publics, industriels, investisseurs et institutions de financement. Les participants auront notamment l'occasion de :

- participer à des rencontres B2B ciblées ;
- présenter leurs projets à des investisseurs, fonds d'investissement et institutions financières ;
- établir des partenariats straté-



giques avec des acteurs publics et privés ;

- échanger directement avec les autorités de régulation, les agences de promotion des investissements et les décideurs gouvernementaux ;
- identifier des opportunités de financement, d'investissement et de coopération pour le développement du secteur pharmaceutique et de la santé en Afrique.

Pourquoi la Mauritanie ?

Située à l'intersection du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest, la Mauritanie occupe une position géostratégique privilégiée reliant plusieurs marchés à fort potentiel.

Les réformes engagées ces dernières années, l'amélioration continue du climat des affaires et la volonté des autorités de promouvoir l'investissement privé font du pays une destination de plus en plus attractive pour les investisseurs internationaux.

Le Forum constituera ainsi une occasion privilégiée de découvrir les

opportunités offertes par la Mauritanie et d'explorer son rôle croissant en tant que plateforme régionale d'affaires et d'investissement.

Une opportunité à saisir pour les pays africains :

La transformation des systèmes de santé africains est déjà en marche. Les investissements réalisés aujourd'hui détermineront la capacité du continent à répondre aux besoins de ses populations et à bâtir une industrie pharmaceutique compétitive, innovante et résiliente.

Ce Forum offre une occasion unique de rencontrer les principaux décideurs du secteur, d'identifier de nouvelles opportunités d'affaires et de contribuer à la construction de l'écosystème de santé de demain.

Les 13 et 14 juillet 2026, Nouakchott réunira les investisseurs, les industriels et les décideurs qui façonnent l'avenir de la santé en Afrique. Soyez au rendez-vous ! ■



L'ordre numérique international à la croisée des chemins à la 14^{ème} Réunion Ministérielle de l'OMC

PAR PR. EL HASSANE HZAINÉ

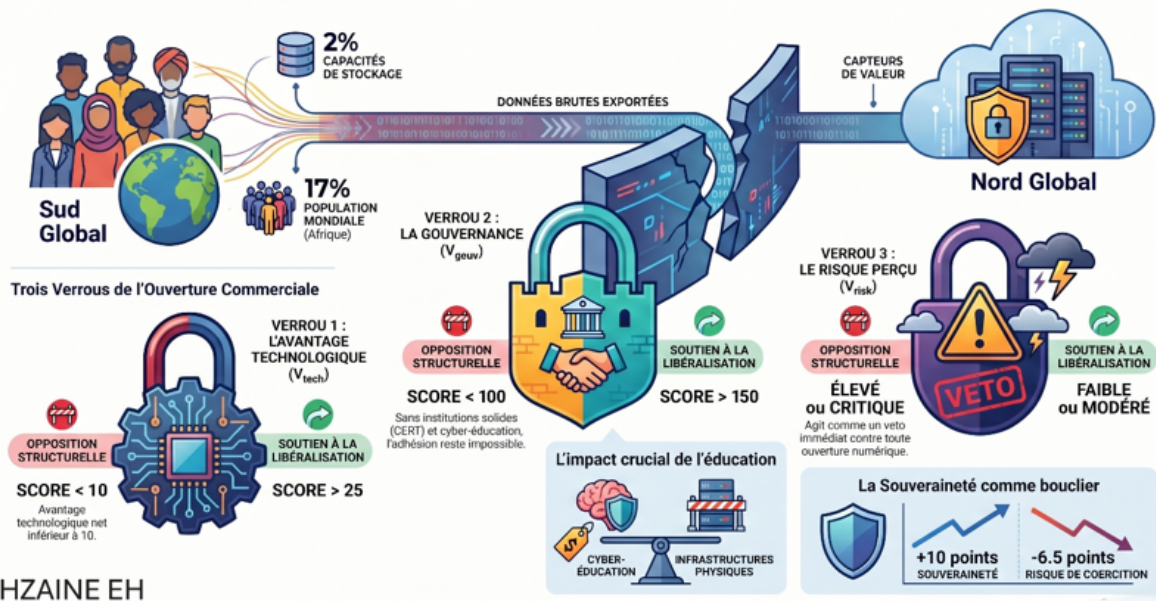
LE BILAN DE LA DERNIÈRE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OMC N'EST PAS SURPRENANT AU VU DU CONTEXTE GÉO-POLITIQUE AVEC EN TOILE DE FOND LA GUERRE AU DÉTROIT D'ORMUZ ET LES DIVISIONS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE FACE À CETTE CRISE QUI RÉVÈLE DES POINTS DE FRACTURE ENTRE LE SUD GLOBAL ET L'OCCIDENT D'UNE PART ET D'AUTRE PART LE DIVORCE PRESQUE CONSOMMÉ ENTRE L'EUROPE ET LES ETATS UNIS.

Parmi les points de discussions de la Conférence figure la réforme de l'institution et les questions classiques des subventions de l'agriculture et le prolongement du moratoire sur les transactions électroniques et le E-commerce (logiciels, streaming, livres numériques, etc.).

En effet l'architecture de l'ordre numérique mondial repose également sur l'échange inégal. Hier, le Sud global exportait des matières premières et importait des produits manufacturés, aujourd'hui, il exporte des données brutes tandis que la valeur numérique est captée par les centres dominants. Les chiffres sont brutaux : les géants du cloud (Amazon,

Microsoft, Google) concentrent plus de 60 % du marché mondial, tandis que l'Afrique, qui abrite 17 % de la population mondiale, ne possède que 2 % de la capacité de stockage de données de la planète. Les données africaines circulent, sont traitées et gouvernées ailleurs, reproduisant la dépendance structurelle sous une forme immatérielle.

La Grande Muraille Numérique : Pourquoi le Sud résiste à l'OMC



C'est le nouveau visage de l'échange inégal et de la dépendance, théorie d'abord fondée par des économistes latino-américains, dont un adepte institutionnel Raul Prébisch l'ancien secrétaire Exécutif de le CEPAL, relayés par leurs homologues africains dont l'égyptien Samir Amin et le marocain Aziz Belal. Le support a changé ; la logique demeure. Dans ce contexte, le nationalisme numérique devient une urgence historique pour le Sud : briser l'échange numérique inégal, reprendre le contrôle des données, construire des écosystèmes locaux, transformer la vulnérabilité en puissance collective. Mais une urgence nécessite un diagnostic. Et un diagnostic nécessite un outil.

Les chaînes invisibles de la dépendance numérique :

Pour comprendre la vulnérabilité numérique, nous avons élaboré un proto baromètre : le Cloud Coercion Resilience Index (CCRI) qui a été calibré sur 30 pays et qui explique 87 % de la variance du risque de coercition cloud et 74 % de la vulnérabilité aux cyberattaques. Le

CCRI repose sur quatre facteurs :

1. d'abord, le CSI (Cloud Sovereignty Index) mesure le degré de contrôle national sur l'infrastructure cloud : propriété des centres de données, lois de localisation, supervision réglementaire, plans de continuité. Plus le CSI est élevé, plus il est difficile pour un fournisseur externe de couper l'accès.
2. Ensuite, le CAI (Cloud Allegiance Index) évalue la diversification des fournisseurs : ne dépendre que d'un seul géant américain ou chinois est une faiblesse structurelle.
3. Le troisième facteur, le MI (Misalignment Index), mesure l'écart entre ce qu'un pays pense contrôler et ce qu'il contrôle réellement, l'indice de l'auto-illusion numérique.
4. Enfin, Cyber_Edu capture le facteur humain : la formation des citoyens et des agents publics à la sécurité numérique.

Un score proche de 100 signale une vulnérabilité critique, en dessous de 30, une résilience réelle. La plupart des pays du Sud global se situent quelque part dans la zone médiane. L'analyse empirique livre des enseignements clairs. La souve-

raineté numérique est le meilleur bouclier : chaque gain de 10 points du CSI réduit le risque de coercition cloud de 6,5 points. Le désalignement est un multiplicateur de risque : chaque gain de 10 points du MI accroît la vulnérabilité de 5,5 points. Au-delà d'un certain seuil, le MI ajoute automatiquement 8 à 18 points de vulnérabilité. La cyber-éducation n'est une solution que si l'infrastructure suit : elle fonctionne pleinement seulement quand le CSI dépasse 55. Le contexte géopolitique amplifie tout : dans les zones de conflit, la souveraineté protège deux fois plus. Le résultat le plus frappant est que Cyber-Edu a le même poids protecteur que le CSI (0,38 en valeur absolue). Améliorer la formation a donc autant d'impact que construire des infrastructures à moindre coût et plus rapidement.

Les Trois déterminants des Positions des Pays à l'OMC :

L'analyse de 73 pays représentant 98 % du PIB mondial révèle que trois verrous déterminent la position d'un État sur le moratoire e-

commerce et l'extension de l'ITA à l'OMC. Si l'un d'eux est fermé, le pays ne peut pas soutenir la libéralisation. La corrélation entre le modèle complet et les positions observées atteint 0,93, avec une précision prédictive de 93,2 %.

Premier verrou : l'avantage technologique net ($V_{tech} = CSI - MI$). Ce ratio mesure la capacité d'un pays à soutenir la concurrence dans le secteur numérique. Les données montrent un seuil clair : au-dessus de 25, le pays soutient ; en dessous de 10, il s'oppose ; entre 10 et 25, la position est conditionnelle. La Finlande, avec un V_{tech} de +65, soutient fermement la libéralisation. L'Ukraine, avec un V_{tech} de -1, s'y oppose structurellement. La corrélation avec la position observée à l'OMC est de 0,87, et ce seul indicateur explique 76 % de la variance des positions nationales.

Deuxième verrou : la gouvernance institutionnelle ($V_{gouv} = Cyber_Edu \times CERT$). La technologie ne suffit pas ; les institutions qui la gèrent sont tout aussi décisives. Le CERT (Computer Emergency Response Team) est noté de 1 à 3 selon sa capacité opérationnelle. Les seuils observés sont parallèles au premier verrou : au-dessus de 150, le pays soutient ; en dessous de 100, il s'oppose. La Corée du Sud, avec un V_{gouv} de 216, dispose d'institutions de classe mondiale. L'Iran, avec un V_{gouv} de 25, n'a pas de CERT fonctionnel.

Troisième verrou : le risque perçu (V_{risk}). Il s'agit d'un score composite à quatre niveaux : LOW, MODERATE, HIGH, CRITICAL. Aucun pays avec un risque CRITICAL ne soutient le moratoire, quels que soient ses scores sur les deux premiers verrous. La Russie, l'Iran et l'Ukraine partagent un risque CRITICAL et une opposition structurelle. Ce verrou agit comme un veto : si le risque est HIGH ou CRITICAL, les deux premiers verrous deviennent caducs.

OMC C14 : Le Moratoire Expire, Trois Coalitions Émergent :

La 14^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Yaoundé du 26 au 30 mars 2026, s'est soldée par un échec sur les questions numériques (ICC, 2026). Le moratoire a expiré faute de consensus. Trois réponses institutionnelles distinctes ont émergé, reflétant trois profils de verrouillage différents.

- La déclaration des 23 (2 avril 2026) : Vingt-trois pays ont publié une déclaration commune pour maintenir volontairement la pratique de ne pas imposer de droits de douane sur les transmissions électroniques entre eux jusqu'au Conseil général de mai 2026 (UK Parliament, 2026). Les signataires incluent l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, les États-Unis, le Japon, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, le Pérou, le Royaume-Uni, Singapour, la Suisse, Taïwan, la Thaïlande, l'Ukraine, l'Union européenne (représentant ses 27 États membres), l'Uruguay et le Viêt Nam.

- L'accord ECA des 66 (28 mars 2026) : Soixante-six pays représentant près de 70 % du commerce mondial ont annoncé la conclusion de l'Accord sur le commerce électronique (ECA), établi en dehors du cadre de l'OMC (Third World Network, 2026). Mené par l'Australie, le Japon et Singapour, il établit des disciplines permanentes sur les flux de données, la non-localisation des données, la protection des consommateurs en ligne, la cybersécurité et une interdiction permanente des droits de douane sur les transmissions électroniques entre signataires. Les signataires incluent la Chine, le Royaume-Uni, l'Union européenne, le Canada et les Émirats arabes unis. Les absences notables sont les États-Unis,

l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Maroc, l'Égypte et la Tunisie.

- Les non-alignés : Une troisième catégorie de pays, incluant l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Maroc, l'Égypte, la Tunisie, l'Iran, la Russie, n'a rejoint ni la déclaration des 23 ni l'ECA. Leur position : préserver l'espace politique national pour développer leurs propres industries numériques.

L'analyse croisée des deux coalitions issues de MC14 la déclaration des 23 (moratoire de transition) et l'accord ECA des 66 (cadre permanent) valide empiriquement le modèle CCRI du Triple Verrou. Les ressemblances fondamentales des deux coalitions confirment le modèle. Aucun pays avec un V_{tech} inférieur à 10 (hors Ukraine bénéficiant d'une clause de sécurité nationale explicite) n'est présent dans l'une ou l'autre coalition. Aucun pays avec un V_{gouv} inférieur à 100 (hors Ukraine) n'est présent. Les pays à V_{risk} HIGH ou CRITICAL, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, l'Iran, la Russie, sont systématiquement absents des deux coalitions. En revanche, tous les pays aux trois verrous ouverts, ce que le modèle appelle les « souverains numériques » sont présents dans les deux coalitions : Australie, Canada, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Singapour, Suisse, Union européenne, Corée du Sud, Taïwan.

A noter que cinq pays africains (Nigeria, Cameroun, Maurice, Gambie, Côte d'Ivoire) sont présents dans l'ECA mais aucun dans la déclaration des 23, car l'ECA inclut des dispositions d'assistance technique et de renforcement des capacités que la déclaration des 23 ne contient pas. D'où l'importance de prévoir un statut spécial pour les pays numériquement vulnérables pour les motiver à adhérer aux accords plurilatéraux sur les

questions relatives au commerce numérique qui se fait via différents modes de fournitures des services en particulier le mode 1 la fourniture transfrontière et les modes 3 et 4 respectivement par une présence commerciale et les personnes physiques (conseil et expertise des IT etc).

Ainsi, le modèle identifie trois conditions cumulatives pour qu'un pays participe à une dynamique de libéralisation numérique à l'OMC. Il lui faut d'abord un avantage technologique net (V_{tech}) d'au moins 10 — l'Ukraine ayant montré qu'une clause de sauvegarde explicite peut exceptionnellement y suppléer. Il lui faut ensuite une gouvernance institutionnelle (V_{gouv}) d'au moins 100, c'est-à-dire une capacité minimale de son CERT et un niveau de cyberéducation suffisant. Enfin, son risque perçu (V_{risk}) ne doit pas dépasser le niveau MODERATE. À défaut de l'une de ces trois conditions, l'adhésion du pays est structurellement exclue. Les exclus sont toujours les mêmes : ceux pour qui l'un des verrous reste désespérément fermé. Soit leur technologie est trop faible, soit leurs institutions sont trop fragiles, soit le risque est tout simplement trop grand.

Les coalitions 23 et les 66 sont donc deux expressions d'une même réalité : des clubs de pays « verrouillables » ceux qui satisfont aux trois conditions cumulatives d'ouverture : un avantage technologique suffisant ($V_{tech} \geq 10$, sauf clause de sauvegarde), une gouvernance institutionnelle minimale ($V_{gouv} \geq 100$), et un risque perçu modéré ou faible. Leurs différences sont des variations stratégiques -choix du forum, calendrier d'adhésion, inclusion de flexibilités ou d'assistance technique - qui se superposent à une base structurelle commune. Les exclus sont toujours ceux pour qui l'un des ver-

rous reste fermé : V_{tech} trop bas, V_{gouv} trop faible, ou V_{risk} trop élevé. Bref, la fragmentation que l'on observe après MC14 n'a rien d'un chaos. C'est le reflet, presque mathématique, de la manière dont les capacités technologiques, institutionnelles et sécuritaires sont réparties dans le monde. Certains pays peuvent avancer. D'autres, pour l'instant, sont bloqués. Pas par mauvaise volonté. Parce qu'ils n'ont tout simplement pas les moyens.

La Voie Sud-Sud et le Bandung Numérique :

Face à cette fragmentation, la coopération Sud-Sud offre une alternative. Comme le souligne le South Centre (2024), « la souveraineté numérique ne se décrète pas - elle se construit pierre par pierre, verrou par verrou ». Le rapport conjoint de l'UNOSSC et du FCSSC (2021) ajoute que les pays du Sud sont désormais à l'avant-garde de la transformation numérique, mais que les défis restent immenses : inclusion numérique limitée, absence d'identités numériques formelles, cadres réglementaires insuffisants, déficit de littératie numérique, ressources limitées pour la cybersécurité. L'idée d'un « Bandung numérique » d'une coalition des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour harmoniser leurs réglementations, négocier collectivement avec les géants du cloud et construire des infrastructures partagées gagne du terrain.

Lors de récents forums académiques et diplomatiques en Asie du Sud-Est, l'appel à un « Bandung numérique » a été réitéré. Comme l'a déclaré Ignacio Ortiz Vila au 7e Congrès des indonésianistes (novembre 2025) : « La souveraineté numérique n'est pas un luxe - c'est une nécessité. Nous devons passer du statut de récepteurs passifs des normes mondiales à celui d'archi-

tectes actifs d'un ordre numérique plus juste. » Le vice-ministre indonésien des Affaires étrangères, Arrmanatha Christiawan Nasir, a résumé l'urgence : « Le multilatéralisme est en retrait et le protectionnisme cède souvent la place à l'intérêt personnel. L'esprit de Bandung continue d'inspirer le Sud global, représentant la voix des marginalisés »

La Recomposition est en Marche :

L'ordre international numérique se recompose sous nos yeux. MC14 a été le théâtre de cette recomposition : le moratoire est tombé faute de consensus ; 23 pays ont maintenant une solution transitoire ; 66 pays ont adopté un accord permanent en dehors de l'OMC ; une poignée de pays africains ont choisi de rester en dehors pour préserver leur espace politique. Le modèle des trois verrous valide empiriquement ces positionnements. Les pays qui participent à la libéralisation sont précisément ceux qui ont franchi les seuils minimaux d'ouverture des verrous : un avantage technologique net d'au moins 10, une gouvernance institutionnelle d'au moins 100, et un risque perçu au plus modéré. Les exclus sont ceux pour qui l'un de ces verrous reste fermé — V_{tech} trop bas, V_{gouv} trop faible, ou V_{risk} trop élevé.

En guise de conclusion l'on peut dire que la fragmentation post-MC14 n'est pas une défaite en soi, elle est la traduction institutionnelle de la distribution inégale des capacités technologiques, institutionnelles et sécuritaires à travers le monde. La question n'est plus de savoir si les pays du Sud global iront ailleurs, la question est de savoir quel ordre ils construiront ensemble et si cet ordre sera multipolaire, équitable et libéré du monopole des données. ■

SUCCESS STORIES SUR L'ENTREPRENARIAT DES FEMMES & DES JEUNES

FADIMA DIAWARA

UNE VOIX QUI PORTE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES



« Je cherche des alliés stratégiques
qui partagent cette urgence
d'agir en Afrique. »

FORMÉE EN DROIT, TITULAIRE D'UN MBA IN DIGITAL ENTREPRENEURSHIP, FADIMA DIAWARA CONTINUE AUJOURD'HUI D'APPROFONDIR SON EXPERTISE JURIDIQUE – PARCE QUE BÂTIR DES SYSTÈMES DURABLES EXIGE DE MAÎTRISER LES CADRES QUI LES RÉGISSENT. C'EST CETTE COMBINAISON RARE – VISION STRATÉGIQUE, ANCRAGE TERRAIN, EXPERTISE JURIDIQUE ET ENTREPRENEURIALE – QUI FAIT D'ELLE UNE INTERLOCUTRICE INCONTOURNABLE SUR LES QUESTIONS DE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE, D'ÉDUCATION ET D'INNOVATION EN AFRIQUE.



Fadima Diawara est la fondatrice de Kunfabo et co-fondatrice de Future Seeds for Africa. Son leadership ne se limite pas à ses entreprises, il se déploie au-delà des frontières du Continent Africain. Présidente du Cluster Afrique francophone au sein de Citiverse Council, elle pilote la stratégie régionale autour de l'intelligence artificielle, de la souveraineté numérique et de l'autonomisation des femmes dans les domaines STEAM. Un rôle qui l'amène à naviguer entre les sphères technologiques, politiques et académiques avec une aisance qui est le fruit de vingt années d'expérience sur le terrain. Membre du Conseil d'Administration du Fonds de Développement Agricole (FODA), elle contribue à la convergence entre innovation technologique et développement rural, deux univers que beaucoup opposent, mais qu'elle voit comme les deux faces d'une même transformation.

L'Épopée « Kunfabo »

En 2017, Fadima Diawara fait quelque chose que presque personne ne croit possible. Elle crée Kunfabo — une marque de smartphone conçue pour les africains. Ce faisant, elle devient officiellement la première femme africaine fondatrice d'une marque de smartphone. En 2020, ce geste pionnier

est reconnu : Kunfabo remporte le prix de la startup la plus originale de l'année en Espagne et en 2025, Forbes Africa la consacre parmi les 50 femmes les plus inspirantes du continent, une reconnaissance qui dit, mieux que tout discours, l'ampleur et la légitimité de son impact.

De la technologie à la transmission : « Future Seeds for Africa »

Ayant à cœur de continuer à impacter le continent et de développer le capital humain, Fadima Diawara s'est basée sur l'expérience qu'elle a accumulé avec Kunfabo pour lancer Future Seeds for Africa. Cette entreprise technologique et éducative à ambition continentale s'articule autour de cinq piliers interconnectés qui forment, ensemble, le moteur d'une transformation durable :

❶ L'Infrastructure — SeedNode One. Au cœur du dispositif, une innovation sans équivalent sur le continent : une architecture d'IA locale combinant des modèles optimisés pour fonctionner sans cloud, des contenus pédagogiques validés, des filtres de sécurité et une logique de réponses adaptée au contexte éducatif. Fonctionnel sans connexion permanente, mis à jour via clé USB, carte SD ou synchronisation ponctuelle — le

SeedNode One porte une certitude : l'apprentissage ne doit pas dépendre d'une connexion.

❷ L'Apprentissage — Plateforme AALI. L'Africa AI Literacy Initiative propose des parcours guidés et du micro-apprentissage rigoureusement adaptés aux réalités, aux défis et aux langues africaines. L'IA, enfin accessible à ceux pour qui elle a été trop longtemps une abstraction lointaine.

❸ Les Enseignants — Champions du terrain. Aucune technologie ne remplacera jamais l'humain. La formation et la certification des éducateurs est le cœur battant de l'impact de Future Seeds. Ce sont eux qui pilotent cette transition au quotidien, dans chaque classe, dans chaque école.

❹ La Participation — Défi IA Afrique. Grâce à la méthodologie STEAM et à des projets concrets de robotique, les enfants africains ne sont plus de simples récepteurs de savoir. Ils deviennent créateurs, chercheurs, inventeurs. Ils participent, cherchent, créent.

❺ Les Talents — Parcours d'excellence. Mentorat intensif, bootcamps, accompagnement stratégique : Future Seeds propulse la prochaine génération de leaders africains vers les opportunités du futur. Le talent était là — il manquait un système pour le révéler.

Avec Future Seeds for Africa Fadima Diawara a l'ambition de créer une coalition stratégique avec les Ministères de l'Éducation, les écoles pionnières du secteur privé, et les grandes institutions internationales BAD, Banque Mondiale, UNESCO, UNICEF, ITU, Smart Africa Alliance, OIF, GPE, AU-DA (NEPAD), pour construire les infrastructures éducatives de l'Afrique de demain. ■



Sommet du G7 à Évian, France

LA FRANCE A ACCUEILLI, DU 15 AU 17 JUIN 2026, LE SOMMET DU G7 À ÉVIAN-LES-BAINS, RÉUNISSANT SES PAYS MEMBRES À SAVOIR LES ÉTATS-UNIS, LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI, LE CANADA, L'ALLEMAGNE, L'ITALIE ET LE JAPON.

Cette rencontre majeure a permis aux dirigeants de débattre des principaux défis internationaux, notamment la croissance économique, la sécurité mondiale, le changement climatique et les enjeux sanitaires. Organisé sous la présidence française, les discussions ont porté sur la nécessité de renforcer la coopération multilatérale dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques persistantes, des incertitudes économiques et l'accélération des effets du changement climatique.

A cette occasion, les pays membres ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une économie mondiale plus résiliente et inclusive et discuté sur plusieurs points importants à savoir la stabilité des chaînes d'approvisionnement, la transition énergétique, l'innovation techno-

logique ainsi que le développement de l'intelligence artificielle dans un cadre éthique et sécurisé. La lutte contre le changement climatique était aussi au cœur des débats. Les participants ont souligné l'urgence d'accélérer les investissements dans les énergies renouvelables, de renforcer les mécanismes de financement climatique destinés aux pays en développement et de soutenir les efforts internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Sur le plan sécuritaire, les dirigeants ont abordé les crises régionales et insisté sur l'importance du dialogue diplomatique, du respect du droit international et du renforcement des mécanismes de coopération pour faire face aux menaces transnationales. S'agissant du secteur de la santé, ils ont recomman-

dé la prise en compte des enseignements des crises sanitaires récentes et l'amélioration des capacités de prévention, de préparation et de réponse face aux futures pandémies.

À l'issue de la réunion, les pays du G7 ont adopté une déclaration commune réaffirmant leur volonté de travailler ensemble afin de promouvoir une croissance durable, renforcer la sécurité internationale et relever ensemble les défis mondiaux du XXI^e siècle.

Bien que seuls certains pays de l'OCI aient été invités en tant que partenaires à ce Sommet, les sujets abordés constituent un intérêt majeur pour l'ensemble du monde islamique, notamment la sécurité alimentaire mondiale, le climat, l'énergie, l'intelligence artificielle et les conflits régionaux. ■



Gitex Africa Morocco 2026

L'ÉDITION 2026 DU GITEX AFRICA, LE PLUS GRAND SALON AFRICAÏN DÉDIÉ À LA TECHNOLOGIE ET À L'INNOVATION, A RÉUNI À MARRAKECH DES MILLIERS DE PARTICIPANTS VENUS D'AFRIQUE ET DU RESTE DU MONDE, PARMI LESQUELS DES RESPONSABLES DE GOUVERNEMENTS, DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES, DES INVESTISSEURS, DES STARTUPS ET DES EXPERTS DU NUMÉRIQUE Y COMPRIS DES PARTICIPANTS VENUS DE NOMBREUX PAYS DE L'OCI.

Organisé du 7 au 9 avril 2026, l'événement a servi de plateforme d'échanges sur les grandes tendances technologiques qui façonnent l'avenir du continent. Les discussions ont notamment porté sur l'intelligence artificielle, la transformation numérique, la cybersécurité, le cloud computing, la fintech, la santé numérique et les infrastructures digitales.

L'intelligence artificielle s'est imposée comme l'un des thèmes majeurs de cette édition 2026. A cet égard, les participants ont souligné l'importance de développer des stratégies nationales et régionales favorisant une adoption responsable et inclusive de l'IA, tout en renforçant les compétences numériques et l'innovation locale.

Le soutien aux startups africaines a également occupé une place centrale lors des échanges. De

nombreuses jeunes entreprises innovantes ont présenté leurs solutions dans des domaines variés tels que la finance, l'agriculture, la santé, l'éducation et les services numériques. Les investisseurs présents ont mis en avant le potentiel croissant de l'écosystème technologique africain, malgré les défis persistants liés au financement et à l'accès aux marchés.

A cette occasion, les gouvernements et les acteurs du secteur privé ont insisté sur la nécessité d'accélérer la transformation numérique des administrations et des entreprises afin de stimuler la compétitivité, favoriser l'inclusion financière et améliorer l'accès aux services publics. Les questions relatives à la cybersécurité et à la souveraineté numérique ont également figuré parmi les priorités des débats. Les experts ont appelé à un renforcement de



la coopération régionale pour mieux protéger les infrastructures critiques et faire face à l'évolution des menaces cybernétiques.

A noter que plusieurs partenariats et accords de coopération ont été annoncés lors de cette rencontre, illustrant la volonté des acteurs publics et privés de faire du numérique un levier majeur de croissance, d'innovation et de développement durable sur le continent. ■



Africa CEO Forum Kigali

ORGANISÉ À KIGALI LES 14 ET 15 MAI 2026, L'AFRICA CEO FORUM A RÉUNI PLUS DE 2800 PARTICIPANTS COMPRENANT DES CHEFS D'ÉTAT, DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES ET INVESTISSEURS AFRICAINS ET AUSSI PLUSIEURS REPRÉSENTANTS DES PAYS ET INSTITUTIONS DE L'OCI.

Les discussions ont porté sur l'industrialisation, l'intégration économique africaine, la transition énergétique et les partenariats public-privé. Placé sous le thème « Croître ou échouer », cette édition a mis au cœur des débats l'impératif d'unir ses moyens et potentiels et d'avancer ensemble pour améliorer la compétitivité économique du continent. Dans un monde marqué par la fragmentation du commerce, le remodelage des flux de capitaux, l'émergence de nouveaux blocs économiques et la remise en question du multilatéralisme, les participants ont réaffirmé une conviction centrale : l'Afrique doit surmonter la dispersion de ses marchés, de son capital et de ses cadres réglementaires afin de construire des champions continentaux capables de peser dans les chaînes de valeur mondiales.

A cette occasion, les discussions ont notamment porté sur l'accélération de l'industrialisation, le renforcement des infrastructures,

la transition énergétique et la transformation numérique. Les intervenants ont souligné l'importance de créer un environnement favorable aux investissements afin de stimuler l'innovation, soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et favoriser la création d'emplois, en particulier pour les jeunes. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a aussi occupé une place centrale dans les échanges. Les dirigeants africains et les acteurs du secteur privé ont insisté sur la nécessité d'accélérer sa mise en œuvre afin de renforcer les échanges intra-africains, d'améliorer la compétitivité des entreprises du continent et de consolider l'intégration économique régionale.

Cette édition a une fois de plus confirmé le rôle central de l'Africa CEO Forum, qui se positionne désormais comme une plateforme clé pour mobiliser des investissements et accélérer le développement du continent. Pendant le Forum, près de 2 milliards de

dollars d'accords, de partenariats et de protocoles d'entente ont été signés par plusieurs grands groupes, dont le Rwanda Development Board (RDB), Equity Bank, VISA, Spiro, Elsewidy, UNICEF, APIEX (Bénin), BNETD, Access Bank, BOAD, Shelter Africa Development Bank, Baobab, NMB Bank et Zaria Group. Ces engagements couvrent un large éventail de secteurs, y compris les infrastructures, l'énergie, la finance, l'agriculture, l'industrie et le numérique, et visent à accélérer l'investissement productif, faciliter les projets transfrontaliers, renforcer l'intégration des marchés et mobiliser le capital africain pour stimuler la croissance sur le continent.

A l'issue du Forum, les participants ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération entre les gouvernements, les entreprises et les investisseurs afin de faire du secteur privé un moteur essentiel de la prospérité et du développement durable en Afrique. ■

RÉUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

LES ENJEUX POUR LES PAYS DE L'OCI

LES RÉUNIONS DE PRINTEMPS DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) ET DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, TENUES À WASHINGTON DU 13 AU 19 AVRIL 2026, ONT RASSEMBLÉ LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA FINANCE INTERNATIONALE DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR UNE CROISSANCE MONDIALE MODÉRÉE, DES TENSIONS GÉOPOLITIQUES PERSISTANTES ET DES DÉFIS CROISSANTS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE. PENDANT UNE SEMAINE, MINISTRES DES FINANCES, GOUVERNEURS DE BANQUES CENTRALES, RESPONSABLES D'INSTITUTIONS MULTILATÉRALES ET REPRÉSENTANTS DU SECTEUR PRIVÉ ONT DÉBATTU DES GRANDS ENJEUX ÉCONOMIQUES MONDIAUX, NOTAMMENT LA STABILITÉ FINANCIÈRE ET LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Lors de ces rencontres, la question de la dette et du financement du développement était au cœur des débats. A cet égard, le FMI et la Banque mondiale ont réaffirmé leur volonté de soutenir les pays confrontés à des problèmes budgétaires à travers des mécanismes de financement concessionnel, des programmes d'assistance technique et des initiatives de restructuration de la dette. Par ailleurs, les institutions de Bretton Woods ont également insisté sur la nécessité d'accroître les investissements dans les infrastructures, l'éducation, la santé et la transition énergétique afin d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Pour les pays de l'OCI, les conclusions des réunions de printemps revêtent une importance particulière car plusieurs pays de l'OCI font face à des niveaux d'endettement élevés et à des besoins importants en termes de financement. Les engagements du FMI et de la Banque mondiale en faveur d'un soutien accru pourraient permettre à ces pays d'accéder à davantage de ressources pour financer leurs priorités de développement. Par ailleurs, dans le cadre de leurs politiques de développement de nombreux pays de l'OCI poursuivent des stratégies de diversification économique



afin de réduire leur dépendance aux matières premières, les programmes de la Banque mondiale en matière d'infrastructures, de transformation numérique et de développement du secteur privé pourraient contribuer à accélérer cette transition.

S'agissant de la question du changement climatique, les pays de l'OCI sont particulièrement confrontés qu'il s'agisse de la désertification, des sécheresses, des inondations ou de l'élévation du niveau de la mer. Les discussions sur le financement climatique lors de ces réunions ouvrent la voie à une mobilisation accrue de ressources destinées à l'adaptation et à la résilience climatique des pays. D'un autre côté, pour ce qui concerne la transformation numérique de même que l'intelligence artificielle et la cybersécurité, les



débats offrent également de nouvelles perspectives aux pays souhaitant moderniser leurs économies, améliorer leurs services publics et renforcer leur compétitivité.

En guise de conclusion, l'on peut constater que les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale sont pour les pays de l'OCI une occasion de renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales, mais aussi de promouvoir des initiatives de coopération Sud-Sud dans des domaines tels que la finance islamique, la sécurité alimentaire, l'énergie et le développement durable.

Rappelons que toutes ces réunions ont un objectif commun : Celui de renforcer les partenariats et d'assurer un développement durable pour tous. ■



▶ LE PAKISTAN RENFORCE SA POSITION D'EXPORTATEUR MONDIAL DANS LE SECTEUR AÉROSPATIAL EN ÉLARGISSANT SES PARTENARIATS SUD-SUD

L'INTÉRÊT CROISSANT POUR L'AVIATION DE CHASSE JF-17 DU PAKISTAN REFLÈTE UNE TRANSFORMATION PLUS LARGE DES MARCHÉS MONDIAUX DE LA DÉFENSE, DANS LAQUELLE LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES RENFORCENT LEUR COOPÉRATION TECHNOLOGIQUE ET ÉLARGISSENT LEUR ACCÈS À DES CAPACITÉS AVANCÉES.

Les discussions récentes entre le Maroc et le Pakistan concernant l'acquisition éventuelle d'avions de chasse JF-17 mettent en évidence une tendance croissante à la coopération Sud-Sud dans des industries stratégiques à forte valeur ajoutée. Au-delà d'un simple processus d'acquisition, ces échanges illustrent la manière dont les économies émergentes s'engagent de plus en plus dans des partenariats technologiques associant développement industriel, formation et transfert de savoir-faire.

Le JF-17, développé dans le cadre d'une collaboration entre le Pakistan et la Chine, a suscité une attention internationale en tant qu'appareil polyvalent et économique à vocation multirôle. Sa visibilité croissante sur les marchés mondiaux témoigne de la capacité des pays émergents à concevoir et à produire des solutions aérospatiales compétitives, adaptées aux réalités opérationnelles et financières des économies intermédiaires. Pour les pays engagés dans des démarches de modernisation,

ces plateformes offrent un accès à des capacités avancées tout en préservant une certaine flexibilité en matière d'acquisition et de maintenance à long terme.

Cette évolution s'inscrit dans une mutation plus vaste de l'écosystème aérospatial mondial. Historiquement, l'accès aux technologies aériennes avancées était concentré entre les mains d'un nombre restreint de fournisseurs, souvent liés à des alignements géopolitiques précis. Aujourd'hui, de nouveaux pôles industriels — tels que le National Aerospace Science and Technology Park du Pakistan — contribuent au développement de l'expertise locale, favorisent l'innovation et soutiennent l'émergence d'écosystèmes intégrés de défense.

Pour le Maroc, les discussions en cours avec le Pakistan s'inscrivent dans une stratégie plus large de diversification des partenariats et de renforcement de la coopération technique dans plusieurs domaines, notamment la formation, la cybersécurité et le développement industriel. Le mémorandum d'entente récemment signé entre les deux pays témoigne d'une approche globale qui dépasse la simple acquisition d'équipements, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et la collaboration à long terme.

Par ailleurs, le positionnement du Pakistan en tant qu'exportateur de

solutions aérospatiales souligne le rôle croissant des économies émergentes dans la structuration des chaînes de valeur mondiales. Avec des accords d'exportation atteignant des volumes significatifs et un intérêt croissant de la part de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est, le pays contribue à un marché de la défense plus diversifié et plus accessible.

Cette dynamique ouvre de nouvelles perspectives pour les pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), dont les priorités communes en matière d'industrialisation, de développement des compétences et de souveraineté technologique peuvent être mises à profit à travers des partenariats stratégiques. En conjuguant accessibilité financière, adaptabilité et cadres de collaboration, de telles initiatives favorisent le développement d'écosystèmes résilients, capables de soutenir une croissance durable.

En définitive, l'expansion de la coopération aérospatiale entre économies émergentes témoigne d'une transformation structurelle, dans laquelle l'innovation, le partenariat et le développement mutuel redéfinissent l'accès aux technologies avancées et renforcent les liens économiques à l'échelle du Sud global.

Source: Responsable Statecraft, Al Jazeera, Yabiladi



LE CAMEROUN ÉLARGIT LE FINANCEMENT DES PME GRÂCE À DES INSTRUMENTS MIXTES ET À L'INNOVATION FINANCIÈRE

DE NOUVEAUX MÉCANISMES DE FINANCEMENT COMBINANT FONDS PUBLICS, GARANTIES ET INSTRUMENTS DE MARCHÉ ÉMERGENTS REDESSINENT L'ACCÈS AU CAPITAL POUR LES PME CAMEROUNAISES, AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR L'INCLUSION, LA RÉDUCTION DES RISQUES ET LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ.

Le Cameroun met en œuvre une stratégie à plusieurs niveaux visant à améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME), en combinant initiatives publiques ciblées, partenariats internationaux et innovation financière. Ces efforts témoignent d'une ambition plus large visant à renforcer le secteur productif tout en répondant aux contraintes structurelles de longue date qui pèsent sur le financement des PME.

Au niveau national, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) a lancé un programme pilote d'un montant de 5 milliards de francs CFA, spécifiquement destiné aux PME dirigées par de jeunes entrepreneurs et par des femmes. Cette initiative vise à tester un nouveau mécanisme de financement en s'appuyant sur des établissements financiers sélectionnés, chargés de la distribution des fonds selon des conditions de performance définies. En introduisant des exigences de redevabilité et un reporting détaillé, le programme vise à combler un écart fréquent entre les finance-

ments annoncés et leur décaissement effectif.

Cette approche est renforcée par des mécanismes de partage des risques. Un mémorandum d'entente signé avec le Fonds Africain de Garantie introduit une composante de garantie destinée à réduire le risque perçu associé aux prêts accordés aux PME. En atténuant les préoccupations liées aux garanties et à la solvabilité, ce modèle devrait encourager une participation plus large des établissements financiers et améliorer le flux de crédit vers les segments mal servis.

Au niveau régional et international, des financements supplémentaires sont mobilisés. La Banque africaine de développement a approuvé une facilité de financement du commerce de 25 millions d'euros au profit de la Crédit Communautaire d'Afrique Bank (CCA-Bank), lui permettant d'élargir son soutien aux PME au moyen de garanties transactionnelles. Ce mécanisme facilite l'importation d'équipements dans des secteurs clés tels que l'industrie, l'agro-industrie et les télécommunications, tout en offrant une couverture de risque pouvant atteindre 100 % pour les instruments de financement du commerce. Cette initiative devrait renforcer la capacité opérationnelle des banques locales et soutenir la création d'emplois grâce à une activité économique accrue.

Parallèlement à ces efforts, des réformes du marché financier introduisent de nouveaux canaux de financement. La Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSU-MAF) se prépare à lancer un cadre réglementé de financement participatif (crowdfunding) à l'échelle de la région CEMAC. Ce modèle, fondé sur l'investissement plutôt que sur le don, vise à élargir l'accès au capital en tirant parti des plateformes numériques, tout en garantissant la transparence, la protection des investisseurs et la supervision réglementaire.

Les chiffres récents reflètent à la fois les progrès réalisés et le potentiel encore inexploité. Les émissions publiques sur le marché régional ont atteint 361,78 milliards de francs CFA en 2025, tandis que les placements privés se sont élevés à 6 milliards de francs CFA, témoignant d'une activité des marchés de capitaux en croissance, bien qu'encore limitée.

Prises ensemble, ces initiatives signalent une évolution vers un écosystème de financement plus diversifié au Cameroun. En combinant financement public, garanties, instruments bancaires et solutions numériques émergentes, le pays pose les bases d'un environnement de financement des PME plus inclusif et plus résilient.

Source: Business in Cameroon, AfDB Group



LE NIGERIA RENFORCE SA POSITION DE PÔLE PHARMACEUTIQUE ÉMERGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE SUCCÈS CROISSANT DE PHARMA WEST AFRICA 2026, AINSI QU'UNE SÉRIE DE NOUVELLES INITIATIVES SECTORIELLES, TÉMOIGNENT DE L'AMBITION DU NIGÉRIA DE DEVENIR UN PÔLE PHARMACEUTIQUE ET SANITAIRE DE PREMIER PLAN POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET L'AFRIQUE CENTRALE.

Le Nigéria consolide de plus en plus sa position de centre stratégique pour la production pharmaceutique, l'investissement dans le secteur de la santé et l'innovation médicale en Afrique de l'Ouest. La dynamique générée par Pharma West Africa 2026, organisé à Lagos du 14 au 16 avril, reflète à la fois l'ampleur des opportunités de marché et l'attractivité croissante du pays auprès des investisseurs internationaux à la recherche d'une porte d'entrée vers la région.

L'événement a réuni plus de 250 exposants et participants venus d'Europe, d'Asie et d'Afrique, ce qui en fait l'un des salons pharmaceutiques connaissant la croissance la plus rapide dans la région. La présence de pavillons nationaux de la Turquie, de la Chine, de l'Égypte, du Bangladesh et de la Russie a souligné l'intérêt international porté au secteur de la santé nigérian et à son rôle de plateforme d'expansion régionale.

Plusieurs facteurs expliquent cet attrait croissant. Le Nigéria

combine une population nombreuse, une demande croissante en matière de santé et un environnement des affaires en évolution rapide. Les entreprises internationales présentes au salon ont régulièrement souligné la taille du marché nigérian et son potentiel à répondre non seulement à la demande nationale, mais également à celle des pays voisins en Afrique de l'Ouest. Pour de nombreux investisseurs, le Nigéria représente le point d'entrée le plus efficace vers un marché régional caractérisé par des besoins de santé importants et non satisfaits.

Les discussions menées lors de Pharma West Africa ont également reflété un objectif stratégique plus large : renforcer l'autosuffisance pharmaceutique. Les parties prenantes ont insisté sur la nécessité de réduire la dépendance à l'égard des médicaments importés et de développer des capacités de fabrication locale plus solides. Ce défi demeure important, l'Afrique important actuellement entre 70 % et 95 % de ses médicaments, alors que 30 % à 60 % de la capacité de production pharmaceutique du continent reste sous-exploitée.

La technologie et l'innovation dans la chaîne d'approvisionnement devraient jouer un rôle clé pour combler ces lacunes. Des entreprises nigérianes telles que DrugStoc contribuent à la modernisation de la distribution pharma-

ceutique grâce à des plateformes numériques qui améliorent l'efficacité des achats, la gestion des stocks et l'accès à des fournisseurs fiables. Ces innovations gagnent en importance à mesure que les systèmes de santé recherchent une plus grande résilience et une meilleure efficacité opérationnelle.

Les ambitions régionales du pays sont également illustrées par le prochain Nigeria Pharma and Health Expo 2026, qui devrait attirer plus de 100 exposants et plus de 2 500 visiteurs en provenance d'au moins 10 pays. Conçu comme une plateforme d'investissement, de transfert de technologie et de dialogue réglementaire, cet événement renforce le rôle du Nigéria en tant que point de rencontre pour les acteurs du secteur de la santé en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Associées aux opportunités créées par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui donne accès à un marché de plus de 1,3 milliard d'habitants, ces évolutions renforcent les atouts du Nigéria en tant que futur pôle pharmaceutique et médical, capable de servir un marché sanitaire africain de plus en plus intéressant.

Source: Business Day Nigeria, Guardian Nigeria



► L'AZERBAÏDJAN ET L'ARABIE SAOUDITE APPROFONDISSENT LEUR COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET LOGISTIQUE POUR RENFORCER LA CONNECTIVITÉ RÉGIONALE

LE RENFORCEMENT DES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE L'AZERBAÏDJAN ET L'ARABIE SAOUDITE CRÉE DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS EN MATIÈRE DE COMMERCE, DE LOGISTIQUE, D'ÉNERGIE ET D'INVESTISSEMENT, TOUT EN CONSOLIDANT LA CONNECTIVITÉ ENTRE LE GOLFE, LE CAUCASE DU SUD ET L'ASIE CENTRALE.

La relation entre l'Azerbaïdjan et l'Arabie saoudite entre dans une nouvelle phase, marquée par l'élargissement de la coopération économique, des investissements stratégiques et une intégration logistique croissante. Les discussions récentes entre hauts responsables des deux pays, ainsi qu'une série de projets et d'accords en cours, témoignent d'une ambition commune visant à transformer la volonté politique partagée en valeur économique durable. Un facteur déterminant de ce partenariat réside dans le positionnement complémentaire des deux économies. L'Arabie saoudite poursuit sa diversification économique dans le cadre de la Vision 2030, tandis que l'Azerbaïdjan tire parti de sa position stratégique au carrefour de l'Europe, de l'Asie centrale et du Golfe. Ensemble, ces atouts créent des opportunités pour développer de nouvelles routes commerciales, des plateformes d'investissement et des partenariats sectoriels susceptibles de générer des retombées bien au-delà des relations bilatérales.

La logistique et la connectivité se sont imposées comme des piliers centraux de cette coopération. L'Azerbaïdjan

promeut activement d'importantes initiatives de transport, notamment le Corridor médian et le Corridor de Zangezour, dont la réalisation est prévue. Ces projets visent à relier l'Asie centrale, le Caucase du Sud, la Turquie et les marchés européens grâce à des réseaux de transport plus rapides et plus efficaces. Pour l'Arabie saoudite, dont la stratégie logistique vise à élargir ses portes d'entrée vers le commerce international, la participation à ces corridors émergents pourrait offrir un accès accru aux marchés d'Asie centrale tout en diversifiant les chaînes d'approvisionnement régionales. Au-delà de la logistique, la coopération en matière d'investissement gagne également en dynamisme. Près de trente accords et contrats couvrant le commerce, l'agriculture, l'investissement et le développement économique ont déjà été conclus entre les deux pays. Des discussions progressent également quant à la création d'un fonds d'investissement conjoint, destiné à orienter les capitaux vers des secteurs prioritaires tels que les infrastructures, la sécurité alimentaire, le tourisme, les technologies avancées et les services logistiques. Un tel mécanisme pourrait faciliter la réalisation de projets de plus grande envergure tout en renforçant la collaboration entre les secteurs privés des deux pays.

L'énergie demeure une autre dimension importante de ce partenariat. Les entreprises saoudiennes, en particulier ACWA Power, sont devenues des investisseurs majeurs dans la transition énergétique de l'Azerbaïdjan. Le

parc éolien de Khizi-Absheron, d'une valeur de 300 millions de dollars et d'une capacité de production de 240 mégawatts, constitue le plus grand projet d'énergie renouvelable entièrement financé par des capitaux étrangers en Azerbaïdjan. Parallèlement, des institutions liées à l'Arabie saoudite continuent de participer à des projets stratégiques dans le secteur pétrolier et gazier, renforçant ainsi la coopération tant dans les énergies conventionnelles que renouvelables. Pour l'ensemble des régions du Golfe et de l'Asie centrale, ce partenariat contribue à une intégration économique plus forte et à une meilleure connectivité. L'amélioration des corridors de transport, la coordination des stratégies d'investissement et l'expansion des liens commerciaux peuvent faciliter les flux commerciaux entre plusieurs marchés et soutenir les chaînes de valeur régionales.

Dans le cadre de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), le partenariat croissant entre l'Azerbaïdjan et l'Arabie saoudite offre également un modèle concret pour une coopération économique plus approfondie entre les États membres. En combinant développement des infrastructures, mobilisation des investissements et connectivité inter-régionale, les deux pays contribuent à ouvrir de nouvelles voies pour le commerce, la croissance durable et l'intégration économique à travers le monde islamique.

Source: Kazinform international, new agency, Asharq Al-awsat



▶ LA JORDANIE SE POSITIONNE COMME UN PÔLE ÉMERGENT DE L'ÉCONOMIE VERTE GRÂCE À UN INVESTISSEMENT MAJEUR DANS L'AMMONIAC

LE PROJET JORDANIEN D'AMMONIAC VERT, D'UNE VALEUR DE 1,1 MILLIARD DE DOLLARS, CONSTITUE UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS LA TRANSITION DU ROYAUME VERS UNE ÉCONOMIE À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE, TIRANT PARTI DE SES RESSOURCES NATURELLES, DE SA POSITION STRATÉGIQUE ET DE SES CAPACITÉS INDUSTRIELLES POUR ATTIRER LES INVESTISSEMENTS ET STIMULER UNE CROISSANCE DURABLE.

La Jordanie renforce ses ambitions environnementales et industrielles à travers le développement de l'un de ses plus importants projets d'énergie propre à ce jour. L'accord d'investissement de 45 ans, récemment signé pour la construction d'une installation d'ammoniac vert d'une valeur de 1,1 milliard de dollars près d'Aqaba, illustre l'engagement croissant du pays en faveur du développement durable, tout en créant de nouvelles opportunités de diversification économique et d'investissement international.

Porté par Jordan Green Ammonia, un consortium réunissant le groupe émirati Fidelity Group et la société polonaise Hynfra, le projet devrait produire 100 000 tonnes d'ammoniac vert par an à partir de novembre 2030. Principalement destiné à l'exportation vers les marchés européens, ce projet s'inscrit dans la demande internationale croissante pour des produits industriels à faible émission de carbone et positionne la Jordanie comme un fournisseur potentiel

au sein des chaînes de valeur vertes émergentes.

Le projet s'appuie sur l'une des ressources naturelles les plus précieuses de la Jordanie : l'énergie solaire. Avec environ 320 jours d'ensoleillement par an, le pays bénéficie de conditions particulièrement favorables à la production d'énergie renouvelable. Pour soutenir cette production, le consortium prévoit la construction d'une centrale solaire dédiée de 550 mégawatts, accompagnée d'une installation de dessalement capable de produire 2,5 millions de mètres cubes d'eau par an. L'électricité renouvelable sera utilisée pour produire de l'hydrogène à partir de l'eau, lequel sera ensuite combiné à l'azote extrait de l'air afin de produire de l'ammoniac vert.

Au-delà de sa portée environnementale, le projet revêt d'importantes implications économiques. La Jordanie a connu, depuis plusieurs années, des flux d'investissements étrangers limités, ce qui confère une importance particulière à des projets d'une telle envergure. Ce développement devrait attirer des investisseurs internationaux supplémentaires, notamment européens, où les exigences en matière de durabilité continuent de stimuler la demande de produits énergétiques renouvelables. Le financement repose sur une structure composée de 30 % de fonds propres et de 70 % d'investissements externes, témoignant de la confiance accordée à la viabilité commerciale du projet.

Cette initiative soutient également un développement industriel plus large autour d'Aqaba, seule façade maritime de la Jordanie. De nouvelles infrastructures, notamment des installations d'exportation spécialisées au sein du port, renforceront le rôle de la ville en tant que pôle d'activité industrielle propre et de commerce international. Par ailleurs, l'État devrait tirer un bénéfice direct des taxes et redevances, représentant environ 12 % des profits du projet une fois la production engagée.

Sur le plan environnemental, l'installation devrait permettre de réduire les émissions de carbone d'environ 200 000 tonnes par an. À une époque où les marchés mondiaux accordent une priorité croissante aux chaînes d'approvisionnement durables, ce projet permet à la Jordanie de participer plus activement à la transition vers une production industrielle plus respectueuse de l'environnement.

En définitive, le projet d'ammoniac vert d'Aqaba illustre comment l'investissement stratégique, les ressources renouvelables et un développement industriel orienté vers l'exportation peuvent converger pour renforcer la croissance économique tout en faisant progresser les objectifs environnementaux. Il consolide également le profil émergent de la Jordanie en tant que destination crédible pour les investissements verts d'envergure et le développement d'infrastructures durables.

Source: The National, GasWorld



AGENDA

- ▶ **Forum régional sur l'investissement dans la santé**
13-14 juillet 2026 • Nouakchott, Mauritanie
- ▶ **9e Conférence ministérielle de l'OCI sur les femmes**
12-13 juillet 2026 • Islamabad, Pakistan
- ▶ **17e Assemblée générale OCI-ONU sur la coopération**
22-24 juillet 2026 • Genève, Suisse
- ▶ **15^{ème} Réunion de l'AIM**
7-9 Septembre 2026 • Dubai, Emirat Arabes Unis
- ▶ **Forum de l'OCI sur les PME africaines**
Octobre 2026 • Dakar, Sénégal
- ▶ **2^{ème} Conférence Ministérielle de l'OCI sur l'Énergie**
Octobre 2026 • Riyad, Arabie saoudite
- ▶ **42^{ème} Réunion ministérielle du COMCEC**
Du 31 octobre au 3 novembre 2026 • Istanbul, Turquie
- ▶ **11^{ème} Salon Halal de l'OCI**
Du 25 au 28 novembre 2026 • Istanbul, Turquie
- ▶ **13^{ème} Conférence ministérielle de l'OCI sur le Tourisme**
1-3 Décembre 2026 • Doha, Qatar
- ▶ **10^{ème} réunion de l'ACMOI**
Les 9 et 10 décembre 2026 • Djeddah, Arabie saoudite



منظمة التعاون الإسلامي
OIC-OCI

L'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations unies avec 57 Etats membres éparpillés dans 4 continents. L'Organisation est le porte-voix du monde musulman dont elle assure la sauvegarde et la protection des intérêts dans l'esprit de promouvoir la paix internationale et l'harmonie entre les différents peuples du monde.

Le Sommet Islamique, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et le Secrétariat Général constituent les principaux organes de l'OCI. L'Organisation compte également trois comités thématiques permanents qui sont le comité de la science et de la technologie, le comité de l'économie et du commerce, le comité de la communication et de la culture ainsi que le Comité Al-Qods. En outre, l'Organisation possède des institutions spécialisées opérant sous sa bannière, telles que la Banque Islamique de Développement (BID) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Ces comités thématiques, organes subsidiaires et institutions affiliées de l'Organisation jouent un vital et complémentaire en travaillant dans divers domaines.



www.oic-oci.org